

Centrafrique : les racines de la violence

Rapport Afrique N°230 | 21 septembre 2015

Table des matières

Synthèse	i
Recommandations	iii
I. Introduction	1
II. Radioscopie des groupes armés centrafricains	3
A. Les groupes armés ont une histoire.....	3
1. Les anti-balaka : le retour du passé et l'instrumentalisation des milices d'auto-défense	3
2. La cooptation des rebelles : le cercle vicieux centrafricain.....	7
B. Des groupes armés entre divisions fratricides et leadership impossible	8
1. L'implosion de l'ex-Seleka.....	9
2. L'impossible émergence d'un commandement unique de la nébuleuse anti-balaka.....	11
C. La structure financière des groupes armés.....	13
1. La prédation, but commun des anti-balaka et de l'ex-Seleka	14
2. Le coût humanitaire et politique de la prédation.....	16
III. Des groupes armés aux communautés armées	18
A. La logique de la violence communautaire et ses conséquences	18
1. Une violence par amalgame	18
2. Une société entre méfiance et hostilité	19
B. Une société fracturée	20
1. La réactualisation du choc historique entre populations d'origines différentes .	20
2. Instrumentalisation politique de la religion	22
3. Un islam toléré plus qu'accepté	23
4. Jalousies sociales.....	24
IV. Lutter contre les groupes armés : un changement de méthode s'impose.....	26
A. Du programme de désarmement à la politique de désarmement.....	26
1. Du DDR au pré-DDR.....	27
2. Vers une véritable politique de désarmement ?.....	28
B. Mesures de contrainte indispensables	30
V. Lutter contre les tensions intercommunautaires en période électorale	32
A. La protection des communautés : un préalable à leur désarmement	32
B. Réaffirmer l'égalité des droits des musulmans	32
Conclusion.....	35
ANNEXES	
A. Carte des zones d'influence	36
B. Pacte républicain	37
C. Principaux groupes armés en RCA.....	42
D. A propos de l'International Crisis Group	45
E. Rapports et briefings sur l'Afrique depuis 2012	46
F. Conseil d'administration de l'International Crisis Group	48

Synthèse

La crise centrafricaine est une crise de longue durée, émaillée de violences sporadiques sur fond de désintégration de l'Etat, d'économie de survie et de profonds clivages entre groupes socio-ethniques. Alors que les groupes armés (dont les anti-balaka et les ex-Seleka) se caractérisent par leur criminalisation et leur fragmentation, les tensions intercommunautaires ont mis à mal l'unité nationale et la fabrique sociale centrafricaine. Malheureusement, la feuille de route de la sortie de crise qui prévoit des élections avant la fin du mois de l'année 2015 n'est qu'une réponse de court terme aux défis de long terme. Pour éviter une solution qui repousse les problèmes à l'après-élection au lieu de commencer à les résoudre, les autorités de la transition et les partenaires internationaux devraient appliquer une véritable politique de désarmement et réaffirmer l'appartenance des musulmans centrafricains à la nation. Ces actions devraient précéder les élections et non succéder aux élections, au risque de faire de ces dernières un jeu à somme nulle.

De par sa géographie et son histoire, la Centrafrique est à la jonction de deux régions et de deux populations : au nord, le Sahel et les populations d'éleveurs et de commerçants à majorité musulmane et, au sud, l'Afrique centrale et les populations de la savane et du fleuve initialement animistes et maintenant majoritairement chrétiennes. La prise du pouvoir par la Seleka en mars 2013 a constitué un renversement du paradigme politique centrafricain. Pour la première fois depuis l'indépendance, une force issue des populations musulmanes du nord et de l'est du pays s'est emparée du pouvoir. L'affrontement qui a suivi entre Seleka et anti-balaka a engendré de fortes tensions communautaires exacerbées par l'instrumentalisation de la religion, des fractures de la société centrafricaine et des peurs collectives ravivant la mémoire traumatique des razzias esclavagistes de l'époque pré-coloniale.

Ces tensions communautaires qui ont abouti à des tueries et au départ des musulmans de l'ouest du pays sont particulièrement vives au centre sur la ligne de front entre les groupes armés. Ainsi, le conflit entre ex-Seleka et anti-balaka s'est maintenant doublé d'un conflit entre communautés armées. Dans les zones où les affrontements communautaires sont récurrents, le lien entre groupes armés et communautés est étroit : les combattants de l'ex-Seleka apparaissent comme les protecteurs des communautés musulmanes et les anti-balaka comme les protecteurs des communautés chrétiennes. Dans d'autres régions du pays en revanche, les populations prennent leur distance avec les groupes armés.

L'approche actuelle du désarmement des groupes armés, formalisée par l'accord signé lors du forum de Bangui en mai dernier, sous-estime la dimension communautaire de la violence ainsi que la criminalisation et la fragmentation des groupes armés. A l'ouest du pays, faute d'ennemis après la fuite des combattants de l'ex-Seleka et des musulmans, la nébuleuse de groupes armés locaux communément dénommée anti-balaka n'est parvenue à se structurer ni militairement, ni politiquement : elle constitue maintenant une menace criminelle qui pèse sur les populations locales. L'ex-coalition de la Seleka a implosé en plusieurs mouvements dont les affrontements sont motivés par des rivalités de direction, des querelles financières et des désaccords sur la stratégie à adopter vis-à-vis du gouvernement de transition et des forces internationales. La

dynamique de criminalisation et de déstructuration des groupes armés est un obstacle à toute négociation avec eux.

Dans ce contexte, l'organisation précipitée d'élections ressemble fort à une fuite en avant qui présente de nombreux risques : exacerber les tensions intercommunautaires existantes, éclipser l'indispensable travail de reconstruction du pays et reporter aux calendes grecques la solution de problèmes urgents comme le désarmement des miliciens et des communautés.

En Centrafrique, les défis à relever pour les autorités de la transition et les partenaires internationaux imposent de remplacer le programme de désarmement par une politique de désarmement qui ne concerne pas uniquement les miliciens mais aussi les communautés et qui comporte des opportunités réelles et des sanctions effectives. Cela suppose de conserver une capacité de contrainte sur les groupes armés, c'est-à-dire, entre autres, de revoir le calendrier de départ de la force française Sangaris et de réduire les capacités de financement des groupes armés. Cette politique permettra de réduire l'attractivité de l'économie milicienne pour la jeunesse centrafricaine.

Il faut aussi éviter que le processus électoral ne jette de l'huile sur le feu. A ce titre, les autorités en place devraient réaffirmer l'égalité des droits des musulmans en les enregistrant en tant qu'électeurs, en démontrant l'intérêt du gouvernement pour les populations du nord-est et en diversifiant le recrutement de la fonction publique. Les partenaires internationaux de la Centrafrique et les autorités de transition qui ont le regard braqué sur le processus électoral devraient prendre en compte ces enjeux dans leur stratégie de sortie de crise pour éviter des lendemains d'élections difficiles dans un pays qui n'est aujourd'hui plus qu'un territoire.

Recommandations

Pour lancer le processus de désarmement des combattants et des communautés armées avant d'appeler les Centrafricains à voter

Au gouvernement centrafricain, aux Nations unies et aux bailleurs de la République centrafricaine :

1. Mettre en œuvre une politique de désarmement qui fournit des opportunités de réinsertion réelles et durables en :
 - a) Finançant et étendant les chantiers à haute intensité de main d'œuvre et en complétant ces chantiers par des programmes de formation professionnelle ;
 - b) Adossant les programmes de démobilisation, désarmement et réinsertion (DDR), et de réduction de la violence communautaire aux projets de reconstruction et de développement de la Banque mondiale et de l'Union européenne ;
 - c) Créant des emplois aidés ou des stages au sein des entreprises du Groupement interprofessionnel de la Centrafrique pour les jeunes ayant bénéficié des formations.
2. Rendre le DDR crédible en :
 - a) Ouvrant le DDR aux combattants des groupes armés non signataires, en établissant strictement la remise d'armes de guerre en état de fonctionner comme condition d'accès au programme et en prévoyant des phases de regroupement très courtes sans distribution d'argent lors de la démobilisation ;
 - b) Confiant l'exécution financière du programme de DDR aux internationaux et non au gouvernement centrafricain.

A la Minusca et à la France :

3. Reprendre le contrôle des principaux sites de production d'or et de diamants en déployant des forces internationales et des fonctionnaires centrafricains et relancer le mécanisme de certification du processus de Kimberley pour les diamants provenant de ces zones sous contrôle. Par ailleurs, une cellule de lutte contre les trafics de diamants, or et ivoire, ainsi que le braconnage militarisé devrait être intégrée à la Minusca.
4. Revoir le calendrier de départ de la mission française Sangaris afin de conserver une forte capacité de pression militaire sur les groupes armés et les inciter à désarmer.
5. Arrêter les chefs de milices qui refusent de désarmer.

Aux autorités de transition :

6. Dans le cadre du référendum sur la constitution, inclure une question portant sur la possibilité que les chefs de groupes armés puissent être cooptés ou pas dans l'administration, et puissent se présenter ou pas aux prochaines élections.

Aux Nations unies, aux bailleurs de la République centrafricaine, et aux autorités centrafricaines :

7. Sécuriser les communautés et procéder à leur désarmement en :
 - a) Prenant en compte la diversité communautaire dans la sélection et la formation des futures forces de sécurité ;
 - b) Déployant des unités de gendarmerie et de police professionnelles représentatives des différentes communautés dans les zones où les tensions communautaires demeurent vives ;
 - c) Augmentant les capacités de maintien de l'ordre de la Minusca dans les villes où les tensions intercommunautaires sont fortes afin d'éviter que les manifestations populaires ne dérapent ;
 - d) Multipliant les relais communautaires et faire des campagnes de sensibilisation pour le désarmement communautaire.

Pour réduire la fracture communautaire avant d'appeler les Centrafricains à voter

Aux autorités de la transition :

8. Combler le déficit de représentation des minorités musulmanes en diversifiant le recrutement dans l'administration sur des bases géographiques et communautaires mais refuser les politiques de quotas confessionnels.
9. Renouer le dialogue avec les populations du nord-est du pays en multipliant les voyages dans cette région et symboliquement y organiser la prochaine fête nationale le 1^{er} décembre.

A l'Autorité nationale des élections et au Haut-commissariat des Nations unies aux réfugiés :

10. Favoriser des élections inclusives en s'assurant que les Centrafricains musulmans dans les camps de réfugiés soient enregistrés comme électeurs et que la procédure d'enregistrement puisse être observée par les organisations de la société civile et les partis politiques.

Nairobi/Bruxelles, 21 septembre 2015

Centrafrique : les racines de la violence

I. Introduction

En mars 2013, la prise de pouvoir par l'ex-Seleka a été la touche finale de l'effondrement aussi progressif qu'inéluctable de l'Etat centrafricain.¹ Ce faisant, elle a plongé le pays dans une crise qui s'annonce longue. En effet, jamais depuis l'indépendance, la Centrafrique n'avait connu un tel déferlement de violences collectives. La logique des putschs a été supplantée par une ambiance de guerre civile caractérisée par la disparition pure et simple des structures étatiques, une économie de survie et un conflit intercommunautaire qui a de facto divisé le pays en deux. La partie occidentale de la Centrafrique a été le théâtre d'une véritable persécution des musulmans par les milices anti-balaka qui a conduit à leur départ forcé, à un désir de vengeance et à l'émergence de discours de partition à l'est du pays. Depuis le début de l'année 2015, la routinisation du conflit se traduit par des représailles meurtrières entre communautés, des enclaves musulmanes à l'ouest du pays, la constitution d'une zone de frictions au centre du pays et le développement d'un banditisme chronique. Par ailleurs, la communautarisation du conflit a ravivé la question de l'autochtonie,² en désignant les musulmans comme des étrangers et a révélé les fractures profondes de la société centrafricaine qui s'expriment en termes religieux mais ne se réduisent pas à une querelle religieuse.

Face aux fortes tensions communautaires et à la remise en cause de la cohésion nationale, le forum de Bangui, organisé en mai 2015, avait pour ambition d'être la première étape d'un véritable processus de réconciliation. S'il a permis d'envoyer un signal positif de rassemblement en invitant à débattre plus de 600 participants originaires de l'ensemble des préfectures du pays et d'obédiences religieuses différentes, une partie des recommandations qui en découlent risquent fort d'être des promesses sans lendemain.³ Ainsi, l'accord sur le programme de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) est rejeté par plusieurs groupes armés et le Pacte républicain qui pose les principes d'un nouveau régime ressemble à un catalogue de bonnes intentions.⁴

Ce rapport est le résultat de recherches menées en Centrafrique, au Kenya, au Tchad, en France, à Bruxelles et aux Etats-Unis. Il analyse la crise centrafricaine à travers ses deux acteurs principaux (les groupes armés et les communautés armées) et décrit la mécanique complexe de la communautarisation du conflit. Alors que la

¹ Rapports Afrique de Crisis Group N°136, *République centrafricaine : anatomie d'un Etat fantôme*, 13 décembre 2007 et N°203, *République centrafricaine : les urgences de la transition*, 11 juin 2013.

² En anthropologie, une population est dite autochtone si sa présence dans un lieu déterminé est avérée depuis très longtemps. Sur le rapport des Centrafricains à « l'autochtonie », lire Andrea Ceriana Mayneri, « La Centrafrique, de la rébellion Seleka aux groupes anti-balaka (2012-2014) : usages de la violence, schème persécutif et traitement médiatique du conflit », *Politique africaine*, 2014, n°134, pp. 179-193.

³ Voir les conclusions du « Rapport Général du Forum national de Bangui », République centrafricaine, Bangui, mai 2015.

⁴ Pour le Pacte républicain, voir annexe B.

frontière entre la guerre et la paix semble durablement brouillée en République centrafricaine (RCA), ce rapport propose un changement de méthode pour neutraliser ces groupes armés et éviter un accroissement des tensions intercommunautaires lors du processus électoral.⁵

⁵ Les questions de justice transitionnelle et de réconciliation ne sont pas traitées dans ce rapport mais elles seront le sujet du prochain. Une carte en annexe permet de situer les différentes villes et régions mentionnées dans ce rapport et un glossaire permet d'identifier les acronymes utilisés, voir annexe A et C.

II. Radioscopie des groupes armés centrafricains

A. Les groupes armés ont une histoire

En République centrafricaine (RCA), les frontières entre les groupes armés, le banditisme, les milices d'auto-défense et même parfois les forces armées nationales sont perméables. Pourtant, au-delà de l'opportunisme viscéral de leurs dirigeants dont certains sont passés maîtres dans l'art de la reconversion, ces groupes ont une histoire qui renvoie à la marginalisation des populations rurales, ainsi qu'à une certaine tradition d'auto-défense et de résistance.⁶

1. Les anti-balaka : le retour du passé et l'instrumentalisation des milices d'auto-défense

L'apparition des anti-balaka s'inscrit dans une longue tradition de résistance des groupes ethniques gbaya, banda, mandjia et mboum qui se sont solidarisés dans le cadre de mouvements insurrectionnels.⁷ Dès la fin du 19^{ème} siècle, les Gbaya se sont opposés à la mission Fourneau alors que les Mandjia se soulevaient contre la mission Maistre pour dénoncer l'impôt de capitation et le portage imposés par la puissance coloniale.⁸ En 1928, à la suite du meurtre du chef Barka Ngainombey et afin de s'opposer aux travaux forcés imposés par les colons, des populations d'origines ethniques diverses se révoltaient et leur soulèvement – « la guerre du manche de houe » – devenait le symbole de la résistance anti-coloniale en Afrique centrale. A l'époque, plus de 50 000 Centrafricains se mobilisèrent contre l'administration coloniale. Finalement, deux ans plus tard, cette insurrection fut matée dans le sang.⁹

D'autres épisodes de l'histoire illustrent cette culture de résistance chez les populations de l'ouest de la RCA. A plusieurs reprises au cours du 19^{ème} et au début du 20^{ème} siècle, les Gbaya, les Mboum ou les Banda se sont alliés pour repousser leurs ennemis, à l'époque des esclavagistes musulmans peul bien mieux armés. Néanmoins, ces alliances se sont parfois fissurées et certains groupes gbaya ont passé des accords avec les Peul pour organiser eux-mêmes la traite des esclaves.¹⁰

⁶ Voir la liste non exhaustive des groupes armés en RCA en annexe C.

⁷ En RCA, les Gbaya sont principalement installés à l'ouest du pays. Dans les régions du nord-ouest avec des reliefs, les Gbaya sont appelés Gbaya kara, qui signifie « Gbaya d'en haut ». Les Gbaya bokoto occupent le sud-ouest vers Carnot et Berberati et on trouve des Gbaya bohoro vers Bossangoa. Certaines de ces ethnies ne se reconnaissent cependant plus comme Gbaya, à l'instar des Mandjia, qui ont uniquement conservé l'identité de leur groupe ethnique spécifique. Aucun lien n'unit ces tribus, sinon une langue et des origines communes. Plusieurs tribus se sont même opposées lors d'affrontements réguliers comme ce fut le cas en 1903 avec la guerre entre les Gbaya de Bouar et les Gbaya de Bozoum. Pour plus d'informations sur les Gbaya, les Mandjia et les Mboum, lire Pierre Kalck, *Histoire de la République centrafricaine* (Paris, 1977); Pierre Vidal, Tazunu, Nana-Modé, *Toala ou: de l'archéologie des cultures africaines et centrafricaines et de leur histoire ancienne*, (Bangui 1982); Paulette Roulon-Doko, *Conception de l'espace et du temps chez les Gbaya de Centrafrique*, (Paris, 1996).

⁸ Voir Marc Lavergne, « Résoudre un conflit sans en chercher les causes ? La RCA entre imposture et amnésie », *Journal International de Victimologie* (2014), p. 4-12.

⁹ La « guerre du manche de houe » a été nommée ainsi en référence au bâton de commandement des dirigeants de l'insurrection. Voir Nzabakomada-Yakoma, Raphaël, *L'Afrique centrale insurgée. La guerre du Kongo-wara 1928-1931*, (Paris, 1986).

¹⁰ Au Cameroun et en RCA, plusieurs groupes gbaya ont été convertis à l'islam et certains se sont associés aux Peul pour mener des razzias à l'exemple des Gbaya Bowei-Ndoi de Bocaranga. Lire

Cette tradition d'auto-défense s'est perpétrée jusqu'à nos jours à travers des milices villageoises d'auto-défense. Dans les années 1980 et 1990, l'armée française qui menait des opérations contre les coupeurs de route (les *zarginas*)¹¹ rencontrait souvent ces milices villageoises.¹²

L'instrumentalisation politique des groupes d'auto-défense

Les groupes d'auto-défense ruraux ont souvent été récupérés pour servir de bras armés aux hommes politiques. A l'ouest du pays, de nombreux combattants anti-balaka ont appartenu par le passé à des milices d'auto-défense villageoises. Utilisées par François Bozizé, président de la RCA entre 2003 et 2013, dans sa lutte contre les coupeurs de route (*zarginas*) et pour contenir l'Armée populaire pour la restauration de la démocratie (APRD), certaines de ces milices avaient déjà reçu des munitions livrées par des autorités des villes de Bossangoa, Bozoum et Bocaranga.¹³

De même, les archers mbororo, majoritairement Woodabe,¹⁴ qui s'étaient regroupés au début des années 1990 pour défendre leurs troupeaux et lutter contre les prises d'otages perpétrées par les *zarginas*, ont été utilisés par l'ancien président Ange-Félix Patassé lorsqu'il était au pouvoir entre 1993 et 2003. Après avoir doté ces archers mbororo de véhicules, les autorités leur confiaient des opérations avec des ordres de mission dûment signés.

En zone urbaine, les milices de jeunes sont une force de frappe aisément mobilisable par le pouvoir. Patassé avait armé les milices Karako, Sarawi et Balawa dans les quartiers nord de Bangui où vivent de nombreux Gbaya, Sara, Mandjia et Mboum pour mener des offensives sur les quartiers sud habités majoritairement par les Banziri et les Yakoma, l'ethnie de son ennemi et prédécesseur André Kolingba. Fin 2001, après avoir été relevé de ses fonctions de chef d'état-major de l'armée centrafricaine par Patassé, François Bozizé avait lui aussi armé des milices de jeunes dans les quartiers nord de Bangui à Boy Rabe, Fouh et à Gobongo.¹⁵

François Bozizé et son entourage se sont appuyés sur cette tradition de résistance populaire pour mobiliser la population contre ceux qu'ils présentaient alors comme l'ennemi « extérieur ». Dans son discours prononcé en sango le 28 décembre 2012, l'ancien président exhorte les Centrafricains à résister et leur demande « d'être leurs

Alain Degras, « Akotara, un triptyque consacré aux Gbaya du nord-ouest centrafricain », Bouar, août 2012.

¹¹ Le nom *zargina* ou *zaraguina* pourrait venir du mot *zarâg* qui en arabe tchadien évoque un tissu bleu indigo sombre. Voir Christian Seignobos, « La question Mbororo. Réfugiés de la RCA au Cameroun », Haut-commissariat aux réfugiés des Nations unies (HCR), Service de coopération et d'action culturelle français (SCAC), IRD Paris/Yaoundé, 2008. Le phénomène *zargina* aurait pris forme dans les années 1980 en RCA et très peu de temps après au Cameroun. Ces groupes de coupeurs de routes seraient très hétéroclites : certains seraient d'anciens militaires reconvertis dans le banditisme, d'autres d'anciens éleveurs déçus de leurs troupeaux ou encore des villageois transformés en brigands. Guy-Florent Ankoguy Mpoko, Kedou Passingring, Boniface Ganota, Kedekoy Tigague, « Insécurité, mobilité et migrations des éleveurs dans les savanes d'Afrique centrale », Cirad, février 2010. Entretien de Crisis Group, ex-dirigeant de l'APRD, Paoua, août 2015.

¹² Entretien de Crisis Group, ancien militaire français, Bangui, août 2015.

¹³ Ibid.

¹⁴ Sur les différentes fractions mbororo, lire Christian Seignobos, « Quel avenir pour les Mbororo ? », *Journal de l'IRD*, no. 47, novembre-décembre 2008.

¹⁵ Bozizé était suspecté d'avoir coordonné la tentative de coup d'Etat avortée du 28 mai 2001. Son licenciement par Patassé a été suivi d'une série d'affrontements à Bangui. « Le Général Bozizé annonce ne plus être autorisé à parler à la presse », Agence France-Presse (AFP), 29 octobre 2015.

propres vigiles, de sortir les flèches et les machettes pour défendre leurs localités ». ¹⁶ La distribution de machettes à Bangui a réconcilié les actes et la parole. ¹⁷ Il s'est ensuite appuyé sur la milice Cocora, sorte d'anti-balaka urbains, créée et dirigée par Lévi Yakété pour mener des attaques contre la Seleka et les musulmans. ¹⁸

Hier comme aujourd'hui, le quartier de Boy Rabe demeure un bastion anti-balaka acquis à François Bozizé comme l'a récemment démontré la libération musclée du secrétaire général de son parti par ses militants. ¹⁹ Désigné par son parti, le Kwa na Kwa, comme candidat aux prochaines élections présidentielles, l'ancien président François Bozizé, aujourd'hui exilé en Ouganda et sous le coup d'un mandat d'arrêt émis par les autorités centrafricaines, pourrait mobiliser à nouveau la jeunesse des quartiers nord de Bangui pour perturber le processus électoral.

La Seleka : darfourisation du nord-est et recyclage des combattants

L'émergence de la Seleka en 2012 au nord-est de la RCA est le résultat d'un processus d'abandon des populations de cette région et d'absorption de la zone dans l'orbite du Tchad et du Soudan. L'incapacité de l'Etat centrafricain à agir dans les marges de son territoire, autrement que par la répression aveugle ou parfois par la sous-traitance de sa mission régalienne de sécurité aux groupes armés, a fait du nord-est du pays un incubateur de groupes rebelles.

Les populations de la Vakaga parlent très peu sango, la langue nationale, et entretiennent des liens culturels, ethniques et économiques plus importants avec le sud du Darfour et l'est du Tchad qu'avec la capitale Bangui. Les régions de la Vakaga et de Bamingui-Bangoran sont orientées vers Abéché, au Tchad et Nyala, au sud du Darfour, deux sièges de pouvoirs traditionnels auxquels les chefs locaux du nord-est centrafricains prêtent historiquement allégeance. ²⁰ Coupée du reste de la RCA plusieurs mois de l'année en raison de la saison des pluies et de l'absence de routes goudronnées, la région de la Vakaga est en revanche traversée très régulièrement par les transhumants et braconniers soudanais et entretient des relations commerciales importantes avec Nyala, le centre économique du sud Darfour. A ce titre, la monnaie utilisée à Birao, la capitale de la Vakaga, est la monnaie soudanaise.

Ces régions ont depuis des décennies abrité des groupes armés, et notamment des rebelles tchadiens et soudanais. Avant que ne s'opère un rapprochement entre le Soudan et le Tchad en 2009, le Soudan avait pris l'habitude de soutenir les groupes rebelles tchadiens dont certains, comme le Front uni pour le changement (FUC), avaient installé leurs bases-arrières dans le nord-est du pays. Par ailleurs, pendant la seconde guerre civile entre le nord et l'actuel Sud Soudan, de nombreux soldats de l'armée de libération du peuple soudanais (SPLA) avaient fui en RCA. Certains d'entre

¹⁶ Emmanuel Chauvin et Christian Seignobos, « L'imbroglio centrafricain, Etat, rebelles et bandits », op. cit.

¹⁷ Voir le briefing Afrique de Crisis Group N°96, *Centrafrique : l'intervention de la dernière chance*, 2 décembre 2013.

¹⁸ La Cocora, coalition citoyenne d'opposition aux rébellions armées, est une milice de jeunes créée pour lutter contre la Seleka et pour protéger le régime de l'ancien président Bozizé. Son chef Lévi Yakete est décédé dans un accident de voiture en France en 2014. Il était placé sur la liste du comité des sanctions des Nations unies (ONU) pour avoir organisé la distribution de machettes aux jeunes miliciens. « Centrafrique, personnalités sanctionnées, les raisons d'un choix », Radio France internationale (RFI), 10 mai 2014.

¹⁹ « Centrafrique : Bertin Béa libéré de force par les partisans du KNK », Réseau des journalistes pour les droits de l'homme, 20 août 2015.

²⁰ Voir le rapport de Crisis Group, *République centrafricaine : anatomie d'un Etat fantôme*, op. cit.

eux seraient toujours dans les camps de réfugiés de Mboki au sud-est de la RCA. Enfin, les marchés d'armes dont celui d'Am Dafok à la frontière avec le Darfour ont assuré l'approvisionnement des combattants des groupes centrafricains du nord-est.²¹

La rébellion de l'ex-Seleka²² a également prospéré sur les mécontentements des populations et des commerçants du nord-est. Ainsi, à la suite d'une année marquée par de nombreuses exactions commises par les transhumants soudanais et le meurtre en 2002 de Yaya Ramadan, un important chef gula, les autorités soudanaises et centrafricaines sont parvenues à un accord en mars 2003 qui prévoyait des compensations pour les populations gula de la Vakaga et l'édification d'un monument à la mémoire du chef tué. Cet accord ne s'est jamais matérialisé et les populations gula ont soupçonné les gouvernants centrafricains de l'époque d'avoir conservé l'argent versé par les autorités soudanaises.

En 2006, cette rancœur est devenue rancune lorsque la garde présidentielle de Bozizé, dans sa lutte contre les groupes rebelles tchadiens, s'en est prise très brutalement aux populations civiles gula, perçues comme complices. Certains habitants de la Vakaga conservent depuis des ressentiments profonds vis-à-vis du gouvernement.²³ Les collecteurs de diamants spoliés lors de l'opération « Closing Gate » en 2008 sont venus se joindre au consortium des mécontents et comptent parmi les premiers soutiens de la Seleka.²⁴

Le recyclage des combattants

Les combattants de l'ex-Seleka et leurs chefs ont derrière eux une longue carrière de rebelles. Se recyclant de mouvement en mouvement, ils n'ont ainsi jamais vraiment abandonné les armes ces dernières années, et font depuis longtemps partie du paysage politico-sécuritaire centrafricain. Créée en 2006, l'Union des forces démocratiques pour le rassemblement (UFDR), un des piliers de la coalition de l'ex-Seleka, est elle-même une coalition de différents groupes armés qui lui préexistaient : le Groupement d'action patriotique de libération de la Centrafrique (GAPLC) de Michel Djotodia, le Front démocratique centrafricain (FDC) dirigé par Hassan Justin, un ancien membre de la garde présidentielle de Patassé, et le Mouvement des libérateurs centrafricains pour la justice d'Abakar Sabone (MLCJ).

L'étude des profils des commandants révèle que beaucoup d'entre eux appelés les « ex-libérateurs » ont été d'anciens compagnons de route de Bozizé et l'ont aidé à prendre le pouvoir en 2003.²⁵ Ainsi, à l'instar d'Abakar Sabone, de Nourredine Adam

²¹ « Mapping conflict motives: the Central African Republic », International Peace Information Service (IPIS), Anvers, novembre 2014. Le trafic d'armes a toujours été important à l'est de la RCA. Pendant la colonisation, les autorités administratives vendaient déjà des armes en quantités importantes aux sultans comme Bangassou. Jean Cantournet, *Des affaires et des hommes: noirs et blancs, commerçants et fonctionnaires dans l'Oubangui du début du siècle*, Vol 10, Recherches oubanguiennes (Paris, 1991).

²² Ce rapport parle de la Seleka quand il se réfère à ses actions passées et de l'ex-Seleka quand il se réfère à la situation actuelle de ses anciens membres. La Seleka a été officiellement dissoute par Michel Djotodia en 2013.

²³ « Etat d'anarchie, rébellions et exactions contre la population civile », Human Rights Watch (HRW), septembre 2007.

²⁴ Rapport Afrique de Crisis Group N°167, *De dangereuses petites pierres : les diamants en République centrafricaine*, 16 décembre 2010.

²⁵ « Libérateurs » est le nom donné aux centaines de rebelles qui ont aidé Bozizé à accéder au pouvoir en 2003. On retrouve parmi eux des anciens membres de l'armée centrafricaine qui avaient déserté mais aussi de nombreux tchadiens, anciens militaires ou combattants, qui ont soutenu le

et de bien d'autres, Al Khatim qui gère toute la zone nord-centre du pays a fait partie en 2003 des « ex-libérateurs ». A l'époque, dans l'incapacité de payer les combattants qui l'avaient porté au pouvoir et de les intégrer tous dans sa garde présidentielle, François Bozizé leur avait offert quelques positions officielles.²⁶ Se considérant trahis, beaucoup sont retournés ou se sont recyclés dans le banditisme rural et leur ressentiment contre Bozizé n'est pas étranger à leur participation à l'ex-Seleka.²⁷

D'autres seigneurs de guerre de l'ex-Seleka proviennent d'autres groupes armés bien connus, comme Ali Darassa, aujourd'hui à la tête de l'Unité pour la Centrafrique (UPC), et longtemps le bras droit de Baba Laddé, rebelle tchadien et leader du Front populaire pour le redressement (FPR) depuis 1998.²⁸ De même, les miliciens de Révolution et justice (RJ), un groupe armé apparu en 2013 dans la région de Paoua, sont pour beaucoup des miliciens de l'ex-APRD²⁹ qui avaient bénéficié d'un an de DDR en 2012 et avaient alors juré sur la Bible qu'ils ne reprendraient pas les armes.³⁰

2. La cooptation des rebelles : le cercle vicieux centrafricain

La persistance de ces rébellions est aussi le résultat d'une politique de prime à la violence qui avantage les entrepreneurs d'insécurité au détriment des partis traditionnels.

Ainsi, dans un pays rompu aux coups d'Etat, la création d'un groupe armé assure souvent à leurs dirigeants une place sur l'échiquier politique.³¹ Après les mutineries de 1996,³² le protocole d'accord politique faisait une place aux représentants des mutins dans le gouvernement. Les accords de Syrte et de Libreville 1 et 2 prévoyaient la nomination des rebelles dans l'administration et au gouvernement.³³ Or, ces poli-

putsch de Bozizé avec l'aval d'Idriss Déby, le président tchadien. Voir « Etat d'anarchie, rébellions et exactions contre la population civile », HRW, op. cit.

²⁶ Le colonel Marabout et le colonel Ramadan deviennent conseillers au ministère de la Défense. « Envahissants libérateurs », *Jeune Afrique*, 26 avril 2004.

²⁷ « Bozizé n'a pas su gérer ses ex-libérateurs ». Propos recueillis lors d'un entretien de Crisis Group, ancien Premier ministre, Bangui, août 2015.

²⁸ Baba Laddé, un rebelle tchadien, a dirigé le FPR, un groupe armé né en 1998 qui a commis de nombreuses exactions dans les régions centrafricaines de la Ouaka, Nana-Grébizi et l'Ouham. Dénonçant la marginalisation des éleveurs peul, Baba Laddé a protégé de nombreux éleveurs mais en a racketté bien d'autres. En septembre 2012, l'armée centrafricaine et les troupes tchadiennes ont mené des opérations contre le FPR forçant Baba Laddé à la reddition et s'en sont pris à des populations peul présumées complices du mouvement. De nombreux Peul ont péri lors de ces opérations. Baba Laddé est actuellement emprisonné au Tchad. Entretiens de Crisis Group, chercheur, Bangui, 5 octobre 2014 ; membre de l'administration, N'Djaména, mai 2015.

²⁹ La milice de l'APRD est née de la lutte des populations locales contre les coupeurs de route (les *zarginas*) et les éleveurs transhumants en provenance du Tchad.

³⁰ Trois des principaux commandants de Révolution et justice sont des anciens combattants de l'APRD (Luther, Bilonga et Jean-Bernard). Entretiens de Crisis Group, membre de la société civile et ancien dirigeant de l'APRD, Paoua, août 2015.

³¹ Andreas Mehler, « Rebels and parties : the impact of armed insurgency on representation in the Central African Republic », *Journal of Modern African Studies*, vol. 49, n° 1, (2011), p. 115-139.

³² Pour plus de détails sur les mutineries de 1996 et 1997, voir Jean-Paul Ngoupandé, *Chronique de la crise centrafricaine 1996-1997, le syndrome Barracuda* (Paris, 1997), p. 21-72.

³³ L'accord de Syrte signé en 2007 par le FDPC et l'UFDR sous la médiation de Kadhafi prévoyait l'arrêt des violences, le cantonnement et le désarmement des groupes mentionnés et la participation des dirigeants de ces groupes à la gestion des affaires d'Etat. Pour plus d'informations sur les accords de Libreville 1 et 2, voir le rapport Afrique de Crisis Group N°203, *République centrafricaine : les urgences de la transition*, 11 juin 2013.

tiques de cooptation ont au mieux permis d'acheter une paix temporaire car elles ne profitent qu'aux chefs des groupes armés. Dans ce jeu opportuniste d'intégration des entrepreneurs d'insécurité, les revendications des communautés et des miliciens qui en sont issus sont vite oubliées. Ainsi à la suite de l'accord global de paix de Libreville en 2008, l'UFDR a obtenu des postes au gouvernement et dans l'administration, mais aucun programme de développement au nord-est du pays n'a été mis en œuvre et les promesses du Dialogue politique inclusif sur le programme DDR pour les combattants du nord-est de la RCA n'ont jamais été tenues.³⁴

De même, bien qu'Abdulaye Miskine,³⁵ le chef du Front démocratique pour le peuple centrafricain (FDPC), ait signé l'accord de Syrte sous la médiation de Kadhafi en 2007, rejoint l'accord global de paix de Libreville de 2008, et signé l'accord de Libreville sur la résolution de la crise en RCA en 2013, son groupe armé n'a jamais cessé de commettre des crimes.³⁶ En novembre 2014, le FDPC a même obtenu la libération de son chef détenu au Cameroun en kidnappant un prêtre polonais, des citoyens camerounais et centrafricains.³⁷

L'accession aux responsabilités politiques des chefs de file des groupes armés se traduit généralement par des tensions internes : les combattants reprochent à leurs anciens chefs de ne pas redistribuer les dividendes de la victoire et de « trahir leur cause ». Ainsi, de nombreux chefs anti-balaka reprochent à Patrick Ngaissona, coordonnateur des anti-balaka, d'avoir conservé l'argent distribué au forum de Brazzaville en juillet 2014 pour lui-même.³⁸ Certains dirigeants du groupe Révolution et justice (ni ex-Seleka, ni anti-balaka), reprocheraient également à leur chef, Armel Sayo devenu ministre dans le gouvernement de transition, de ne pas faire profiter ses anciens frères d'armes des revenus tirés de sa nouvelle fonction.³⁹ L'opportunisme politique et financier bien connu des chefs de milice en République centrafricaine se traduit par un faible degré de confiance entre eux et leurs combattants.

B. *Des groupes armés entre divisions fratricides et leadership impossible*

L'absence d'interlocuteurs fiables au sein des groupes armés et leur fragmentation sont les difficultés majeures auxquelles sont confrontées les autorités centrafricaines et les forces de maintien de la paix pour résoudre cette crise. Conscientes de ce problème, ces dernières ont parfois encouragé certains groupes armés à se structurer en vain.⁴⁰ Cette situation renvoie à la sociologie et à l'économie politique des groupes

³⁴ Ibid.

³⁵ Entre 2001 et 2003, Abdulaye Miskine était à la tête de l'Unité de la sécurité présidentielle de Patassé (USP). Il quitte Bangui et entre en rébellion au moment de la prise de pouvoir de François Bozizé en 2003.

³⁶ Depuis le début de la crise, le FDPC maraude à la frontière centrafricano-camerounaise au point que la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en Centrafrique (Minusca) a organisé en juin des opérations contre certaines de ses bases. Néanmoins, le chef du mouvement Abdulaye Miskine dément toute implication de ses hommes dans les attaques à l'ouest. Entretien téléphonique de Crisis Group, expert en sécurité, Bangui, juin 2015. « RCA : "Je n'ai pas peur", l'entretien exclusif avec le chef rebelle Abdoulaye Miskine », Alwihda Info, 25 juillet 2015. ³⁷ « Centrafrique : libération d'Abdulaye Miskine contre otages: les arrangements de l'impunité », Fédération Internationale des ligues des Droits de l'Homme (FIDH), 8 décembre 2014.

³⁸ Entretien de Crisis Group, chef anti-balaka, Bangui, février 2015.

³⁹ Entretien de Crisis Group, membre de l'APRD, Paoua, février 2015.

⁴⁰ Les forces françaises et les Nations unies ont prêté assistance pour l'organisation du congrès de l'ex-Seleka à Ndélé en mai 2014. Entretien de Crisis Group, diplomate, Bangui, février 2015.

armés qui se fragmentent en une multitude d'intérêts particuliers, vouant à l'échec les tentatives de négociation.

1. L'implosion de l'ex-Seleka

Les divisions au sein de l'ex-Seleka l'ont empêchée de gérer le pouvoir après la prise de Bangui en mars 2013. Depuis que Djotodia a quitté le pouvoir en janvier 2014, la coalition s'est disloquée en plusieurs mouvements rivaux : l'Union pour la paix en Centrafrique (UPC) dirigé par Ali Darassa, le Front populaire pour la renaissance de la Centrafrique (FPRC) dirigé par Nourredine Adam et soutenu par Djotodia,⁴¹ le Rassemblement patriotique pour la renaissance de la Centrafrique (RPRC) de Djono Ahaba et Zacharia Damane, la Seleka rénovée pour la paix et la justice de Moussa Dhaffane et le Mouvement patriotique pour la Centrafrique (MPC).⁴² L'implosion de l'ex-Seleka relève à la fois de divisions ethniques, de rivalités de commandement, de querelles financières et de désaccords sur la stratégie à adopter vis-à-vis du pouvoir central.

Le FPRC et le RPRC sont composés à la fois de Gula, majoritaires, mais aussi de Runga et de populations arabes. Leur division repose sur des considérations politiques et économiques et oppose ceux qui restent fidèles à l'ancien président putschiste Djotodia et qui constituent l'aile dure de l'ex-Seleka aux partisans d'un dialogue avec les forces internationales et le gouvernement de transition. Ces oppositions au sein de l'ex-Seleka ne sont pas nouvelles. Au sortir de la conférence de Brazzaville en juillet 2014, la délégation de la Seleka dirigée par Dhaffane, aujourd'hui le chef de la Seleka rénovée, avait été désavouée par Nourredine Adam et Michel Djotodia pour avoir signé un accord de cessez-le-feu avec les anti-balaka, sous la médiation du président Denis Sassou Nguesso et en présence des autorités de transition.

Ces divisions se sont accrues en mars et avril 2015, lorsque le FPRC a participé aux négociations de Nairobi initiées par le médiateur de la crise centrafricaine, Sassou Nguesso avec le soutien des autorités kenyanes, et rejetées par à peu près tout le monde.⁴³ Ces oppositions se traduisent également par la présence au forum de Bangui en mai 2015 de cadres du RPRC et de l'UPC et par le rejet de l'accord de DDR par le FPRC de Nourredine Adam.⁴⁴

Contrairement au FPRC et au RPRC, la dimension ethnique est bien plus prégnante au sein de l'UPC, majoritairement composée de combattants peul.⁴⁵ Ali Darassa est

⁴¹ Communiqué final de la première assemblée générale des cadres politiques du FPRC tenu à Birao, 10 juillet 2014.

⁴² Dernier groupe à émerger de l'implosion de la Seleka, le MPC a été créé en juillet 2015 et rassemble les hommes de Mahamat Al Khatim. Voir annexe C sur les groupes armés.

⁴³ Ces négociations entre les ailes dures des anti-balaka et de l'ex-Seleka se sont soldées à la fois par un accord entre les groupes armés et par une déclaration d'engagement signée par les anciens présidents Bozizé et Djotodia dans laquelle ils disent adhérer à l'accord de Brazzaville et à la feuille de route de la transition. « Accord de Nairobi sur le cessez-le-feu et la cessation des hostilités entre les ex-Seleka (FPRC) et les anti-balaka de la RCA », Nairobi, 8 avril 2015.

⁴⁴ Interrogé sur l'absence des autres factions de l'ex-Seleka à Nairobi, un membre haut placé du FPRC nous confiait « les gens du RPRC sont des traîtres et ils ne représentent rien ». Entretien de Crisis Group, chef du FPRC, Nairobi, avril 2015.

⁴⁵ Certainement une des communautés les plus affectées par le conflit, de nombreux jeunes Peul ont à leur tour basculé dans la violence et se rendent coupables de très nombreuses attaques de villages au nord-ouest et au centre de la RCA. Les attaques des Peul armés sont souvent très violentes et consistent à brûler les villages comme ce fut très souvent le cas sur l'axe Batangafo-Bouca en

lui-même un ancien dirigeant du FPR de Baba Laddé dont le discours politique était articulé autour de la défense des éleveurs peul. Personnage important au sein de l'ex-Seleka, Ali Darassa aurait rejoint Bambari en 2014 à la demande de nombreux Peul qui se disaient rackettés à la fois par les anti-balaka mais aussi par les hommes de l'ex-Seleka et a alors décidé de créer l'UPC. S'érigeant en protecteur des populations peul, il aurait armé de nombreux éleveurs qui ont à leur tour commis leur lot d'exactions.⁴⁶

Enfin, un des plus importants facteurs de fragmentation de l'ex-Seleka concerne les luttes intestines pour le contrôle des ressources. Les nombreux affrontements opposant les hommes de Joseph Zoundeko à ceux d'Ali Darassa pour le contrôle des barrages routiers et du commerce de l'or dans les alentours de Bambari en 2014, témoignent d'une compétition féroce entre les anciens frères d'armes de l'ex-Seleka.⁴⁷ De même, fin 2014, les combattants du FPRC et du RPRC se sont affrontés pour le contrôle de Bria, une ville diamantifère qui est maintenant sous contrôle des forces internationales (voir annexe C sur les groupes armés).

Un agenda politique évanescent

L'agenda politique de la Seleka a varié en fonction des circonstances et n'a jamais été qu'un discours superficiel sans aucune mesure concrète. Alors qu'à la création du mouvement, la coalition de la Seleka avait formulé des revendications relatives au développement de la région du nord-est, leur passage au pouvoir n'a donné lieu à aucun effort de développement de cette région. Ensuite, la chasse aux musulmans à l'ouest et au centre du pays a entraîné un discours sur la défense des communautés musulmanes, mais les tentatives d'articuler un projet politique autour de la lutte armée se sont finalement évaporées. Ainsi, l'idée de partition du pays, inspirée par certains membres de l'administration et mise en avant lors du sommet de Brazzaville en juillet 2014 par la délégation de l'ex-Seleka, a fait long feu.⁴⁸

L'incapacité de la Seleka à formuler un agenda politique résulte à la fois de ses divisions et de la domination des chefs de guerre. En effet, une fois la Seleka arrivée au pouvoir en mars 2013, ses différentes composantes se sont rapidement opposées et Michel Djotodia n'est pas parvenu à s'imposer comme leur chef.

Au sein de l'ex-Seleka, les seigneurs de guerre dominant et les « politiques » qui discutent avec les internationaux ne sont que la façade présentable mais sans influence du mouvement. Loin des chefs militaires, les représentants politiques sont en général très peu informés des évolutions de la situation sur le terrain et des intentions des seigneurs de guerre dont ils sont les porte-voix. Ainsi, Eric Massi, porte-parole de l'ex-Seleka à Paris en 2013 a été marginalisé après la prise du pouvoir par

2014 et 2015. Entretien de Crisis Group, expert en sécurité, juin 2015 ; briefing Afrique de Crisis Group N°105, *La face cachée du conflit centrafricain*, 12 décembre 2014.

⁴⁶ Amnesty International décrit de nombreuses attaques commises par les Peul armés dans les environs de Bambari. Voir « République centrafricaine : une réaction est requise en urgence afin de combattre la violence croissante dans le centre du pays », Amnesty International, 6 novembre 2014.

⁴⁷ En mars, Ali Darassa contrôlait une bonne partie de l'axe Bambari, Bakala, Ippy, Alindao. « Zoundeko n'a plus que les miettes », entretien de Crisis Group, personnel d'une organisation internationale, Bambari, mars 2015 ; et « Centrafrique : violents combats entre factions de la Seleka à Bambari », RFI, 26 août 2014.

⁴⁸ Entretien de Crisis Group, membre de la délégation de l'ex-Seleka, Brazzaville, juillet 2014.

l'ex-Seleka.⁴⁹ De même, Nourredine Adam a rejeté l'accord de Brazzaville de 2014 et l'accord de désarmement, démobilisation, réintégration et rapatriement (DDRR) signé lors du forum de Bangui en mai 2015, désavouant les politiques qui avaient signé en son nom.⁵⁰

2. L'impossible émergence d'un commandement unique de la nébuleuse anti-balaka

Alors qu'au cours du forum de réconciliation de Bangui, la coordination des combattants anti-balaka a signé un accord sur les principes du DDRR, l'absence d'un commandement centralisé au sein des groupes compromet d'ores et déjà la traduction d'un tel accord sur le terrain. En effet, les querelles d'ambition des chefs auto-proclamés, la sociologie des combattants et les fortes divisions ethniques et territoriales du mouvement ont rendu impossible l'émergence d'un leadership clair depuis deux ans comme l'indique la notion de « coordination des anti-balaka » pour désigner les représentants du mouvement.

Derrière la désignation « anti-balaka » se trouve une pléiade de groupes aux profils variés, aux origines géographiques diverses et aux affiliations politiques plus ou moins effectives. Certains ont appartenu aux comités d'auto-défense villageois créés par Bozizé en 2008, d'autres ont été des miliciens actifs pour le compte de Patassé.⁵¹ Des coupeurs de routes, comme Andilo,⁵² aux miliciens anti-coupeurs de routes, les anti-balaka ont regroupé de nombreux jeunes désocialisés qui n'ont jamais participé à des luttes politiques et tentent juste de survivre dans un univers rural qui oscille entre pauvreté et violence.⁵³

Ces groupes de miliciens résultent d'un réflexe d'auto-défense villageoise contre les pillages de la Seleka. Pour une majorité d'entre eux, le village, la région et l'ethnie constituent les marqueurs d'identité principaux. Ainsi, les tentatives d'installation dans la province Sanga Mbaéré de groupes anti-balaka venus des provinces de l'Ouham et de l'Ouham Pende en 2014 ont été vécues comme des invasions par les populations locales qui les ont rejetés.⁵⁴ Cette distinction entre anti-balaka d'ici et anti-balaka

⁴⁹ Bien qu'il ait été la voix et le visage de la Seleka à Paris en tant que porte-parole du mouvement au début de la crise centrafricaine, il ne sera pas nommé ministre mais seulement directeur de l'aviation civile durant le règne de Djotodia. Il vient récemment d'être nommé conseiller au cabinet du premier ministre.

⁵⁰ Abel Balengue est alors démis de ses fonctions. Voir la « Décision portant suspension d'un membre du bureau politique du Front populaire pour la renaissance de la Centrafrique », communiqué n°0007/FPRC/BEN/P15, Nairobi, 10 mai 2015.

⁵¹ Jean-Jacques Larma qui revendiquait le contrôle de plusieurs quartiers de la ville en 2014 est un ancien cadre de l'APRD. Voir le « Rapport final du Groupe d'experts sur la République centrafricaine créé par la résolution 2127 (2013) du Conseil de sécurité », S/2014/762, 29 octobre 2014.

⁵² Andilo, autrement appelé Angelo, est un des chefs anti-balaka les plus redoutés en RCA. Il a volé beaucoup de bovins dans les environs de Batangafo pendant plusieurs années. Bien connu des autorités locales de Batangafo ainsi que des éleveurs de la zone, Angelo a été arrêté mais a finalement retrouvé la liberté en 2012 dans des conditions encore méconnues. Entretiens de Crisis Group, autorités locales, Batangafo, décembre 2012.

⁵³ Sur les combattants anti-balaka, voir le reportage <https://www.youtube.com/watch?v=AdlxShpW9bU>.

⁵⁴ A Nola, ces anti-balaka qui s'étaient installés chez des commerçants originaires de l'Ouham et de l'Ouham Pende venus travailler dans la foresterie dans les années 1990, ont finalement dû quitter les lieux, chassés par la population. Par ailleurs, à Bayanga, les nombreux anti-balaka dirigés par Mboya Aubain venus avec des ordres de mission de Maxime Mokom et de Ngaissona ont également

d'ailleurs a été maintes fois mise en avant par les populations, rendant illusoire l'unification du mouvement.

Militarisation et politisation ratées

En 2013, certains anciens membres de la garde présidentielle de Bozizé, d'anciens membres des forces armées centrafricaines (FACA) ainsi que certains chefs locaux bien connus, ont réussi à fédérer des groupes locaux pour mener l'attaque d'envergure du 5 décembre 2013 : environ un millier de combattants anti-balaka sont descendus à Bangui à pied pour chasser la Seleka et Michel Djotodia.⁵⁵ Au cours de cette attaque, les groupes anti-balaka étaient composés de jeunes encadrés par des sous-officiers et officiers FACA. Mais cette prise en main par des militaires n'a pas été suffisante pour créer une force unifiée. Une partie des combattants sont repartis dans leurs villages pour reprendre leurs activités ou s'adonner au banditisme local. Cette territorialisation de la violence explique qu'à l'inverse de nombreux combattants ex-Seleka, une grande partie des anti-balaka se retrouve aujourd'hui au sein même de leurs communautés. A l'heure actuelle, seuls quelques groupes anti-balaka, sortes de commandos présents sur la ligne de front au centre du pays et dirigés par d'anciens militaires, mènent des batailles loin de leur région d'origine et répondent à des dirigeants nationaux.

Au niveau national, les tentatives de structuration d'un leadership politique dès le début de 2014 se sont heurtées à l'absence complète de cohésion du mouvement et à des luttes d'ambitions opposant les chefs autoproclamés. La course à la présidence du gouvernement de transition ouverte par le « départ volontaire »⁵⁶ de Djotodia a certes amené les anti-balaka à formuler une revendication commune pour obtenir 25 postes au Conseil national de transition (CNT) mais a surtout immédiatement scindé le mouvement entre les pro- et anti-Bozizé.⁵⁷ La « coordination nationale des libérateurs du peuple centrafricain » est créée avec à sa tête Thierry Lébéné, appelé « colonel 12 puissances » et Patrick Ngaissona, ancien ministre de la Jeunesse et des Sports de François Bozizé. Basé à Boy Rabe, le mouvement est perçu comme un collectif de soutien à l'ancien président même si Ngaissona tentera par la suite de s'en démarquer. Plusieurs autres mouvements éphémères se créent alors simultanément, dont le Front pour la résistance de Léopold Bara et du capitaine Kamizoulaye, et rejettent la ligne de soutien à l'ancien président.⁵⁸

Catherine Samba Panza arrivée à la tête de la transition au début de l'année 2014, a coopté des représentants anti-balaka opposés à Bozizé dans son premier gouvernement au grand dam de Patrick Ngaissona contre lequel un mandat d'arrêt a été émis en mai 2013. Après quelques mois d'hésitation, un modus vivendi a été finalement trouvé : au lieu d'être arrêté, il a été placé sous contrôle judiciaire et il n'y a pas eu de soulèvements anti-balaka.⁵⁹

été très impopulaires et ont dû s'en aller. Entretien de Crisis Group, haut gradé des Forces armées centrafricaines (FACA), Bangui, février 2015.

⁵⁵ « Centrafrique : ils doivent tous partir ou mourir », FIDH, 24 juin 2014.

⁵⁶ « Comment la France a précipité la fin de Djotodia », *Le Monde*, 10 janvier 2014.

⁵⁷ Entretien de Crisis Group, membre du CNT, Bangui, janvier 2014.

⁵⁸ Voir le « Rapport final du Groupe d'experts sur la République centrafricaine créé par la résolution 2127 (2013) du Conseil de sécurité », op. cit.

⁵⁹ Dans une déclaration écrite, Patrick Ngaissona s'engage à contribuer à la paix. Déclaration sur l'honneur de Patrick Ngaissona, Bangui, 17 avril 2014. Entretien de Crisis Group, membre du ministère de la Justice, Bangui, août 2015.

Depuis, les luttes de pouvoir n'ont pas cessé au sein de la nébuleuse anti-balaka. La nomination en tant que coordinateur général des anti-balaka de Sébastien Wenezouï – nommé ministre de l'Environnement du gouvernement de transition en juillet 2015 – et l'octroi du portefeuille de ministre des Sports à Léopold Bara ont très vite été contestés par Ngaïssona. Par ailleurs, les forums de Brazzaville et de Bangui et les négociations de Nairobi ont illustré avec force les tensions internes au sein du mouvement et reflété les désaccords profonds sur l'attitude à adopter vis-à-vis des autorités. Ainsi, au sein des anti-balaka, Maxime Mokom et Kokate, dénommés les « Nairobiistes » et qui ont créé leur propre coordination anti-balaka le 29 mai 2015,⁶⁰ ont en partie boycotté le forum de Bangui à l'inverse de Ngaïssona et Wenezouï. Pour l'heure, il n'existe pas deux ou trois directions des anti-balaka mais une pléiade de chefs locaux sans agenda politique, sans allégeance stable et dont le seul point commun est le goût pour le banditisme.

L'impossible création d'une direction des anti-balaka renvoie à des facteurs sociologiques et historiques tel que le caractère acéphale des sociétés de l'Ouest centrafricain. Historiquement, les Gbaya se sont souvent ligués autour de chefs de guerre, dont l'autorité éphémère ne survivait pas à la durée des batailles : il n'y avait ni chefs de villages,⁶¹ ni chefs traditionnels, seulement des notables.⁶² C'est la colonisation française qui a imposé finalement la concentration des populations dans des villages le long des routes et qui a désigné des chefs de villages, dont la mission principale était de collecter les impôts. Ces chefs n'ont donc pas un ancrage profond dans les populations du fait d'une origine historique récente.

C. *La structure financière des groupes armés*

En juin 2014, Crisis Group décrivait l'implication des groupes armés dans les réseaux de contrebande et l'économie illicite en RCA.⁶³ Malheureusement, la routinisation du conflit dans certaines zones du pays s'accompagne dorénavant d'une augmentation de la criminalité économique dont les effets sur les populations civiles sont moins visibles mais tout aussi dangereux. En effet, le déploiement des casques bleus dans les villes de l'ouest et du centre n'a pas neutralisé les groupes armés mais les a délocalisés en zone rurale et le long des axes routiers.

⁶⁰ « Confusion au sein du mouvement anti-balaka, une seconde coordination pose problème », Radio Ndéké Luka, 30 mai 2015.

⁶¹ Paulette Roulon-Doko, « La notion de migration dans l'aire Gbaya », Tourneux Henry et Noé Woïn, *Migrations et mobilité dans le bassin du lac Tchad*, colloque de l'Institut de recherche pour le développement (IRD), pp. 543-553, 2009.

⁶² Selon Paulette Roulon-Doko, dans les villages gbaya, les notables sont nommés également par leurs fonctions. Le Wankao est celui qui fait les offrandes à Ba-So, considéré comme le grand esprit, quant à Nganga, il est décrit comme le sorcier et Wi-Dwimo, comme le forgeron. Paulette Roulon-Doko, « La notion de migration dans l'aire Gbaya », Tourneux Henry et Noé Woïn, *Migrations et mobilité dans le bassin du lac Tchad*, op. cit.

⁶³ Voir le rapport de Crisis Group, *La crise centrafricaine : de la prédation à la stabilisation*, op. cit. ; et le rapport « Warlord business : CAR's violent armed groups and their criminal operations for profit and power », Enough, 16 juin 2015.

1. La prédation, but commun des anti-balaka et de l'ex-Seleka

Les sources de financement des groupes armés sont les vols et enlèvements, le racket et « l'administration de la justice ».

Déjà pratiqué par la Seleka lorsqu'elle était au pouvoir, le vol de voitures est maintenant pratiqué par des membres de l'ex-garde présidentielle de François Bozizé affiliés aux anti-balaka dans le quartier Boy Rabe.⁶⁴ Les motos qu'utilisent souvent les personnels locaux des ONG sont aussi très prisées. Si les enlèvements ne sont pas une innovation en RCA, leur nombre a largement augmenté avec la crise et touche des catégories de population plus variées.⁶⁵ En effet, les enlèvements des étrangers et du ministre Sayo au début de l'année 2015 ont été médiatisés mais ne sont que la face visible du phénomène.⁶⁶ Dans les quartiers sensibles de Bangui comme les 3^{ème}, 5^{ème} et 8^{ème} arrondissements, où résident de nombreux miliciens, les enlèvements ont été fréquents.

Dans la zone de Kabo, Moyenne Sido et Batangafo au centre du nord du pays,⁶⁷ la fermeture de la frontière avec le Tchad conjuguée au départ de certains commerçants étrangers et à l'arrêt des échanges avec Bangui, ont entraîné une baisse du commerce et l'épuisement d'une manne financière importante pour l'ex-Seleka.⁶⁸ Afin de compenser cette perte de recettes, certains combattants de l'ex-Seleka ont commis des enlèvements contre des rançons pouvant atteindre 150 000 FCFA (environ 230 euros).⁶⁹ D'autres cas d'enlèvements sont également répertoriés à l'ouest, notamment à la frontière camerounaise par des groupes armés centrafricains.⁷⁰ Les enlèvements perpétrés dans les villages de la zone de Bossangoa viennent sanctionner la dernière étape du processus de criminalisation des anti-balaka qui n'hésitent pas à s'en prendre aux villageois de leurs communautés.

Les multiples formes du racket

Une partie importante des revenus des groupes armés provient du racket sur les routes et depuis peu sur le fleuve Oubangui.⁷¹ Le banditisme routier se déplace rapidement en fonction du trafic et des efforts de sécurisation. Au début de l'année 2015, l'axe Bangui-Damara-Sibut qui est la principale route vers le centre et l'est du pays était particulièrement dangereux en raison de plusieurs bases éphémères des anti-

⁶⁴ A Boy Rabe, le trafic s'organise de plusieurs manières : les propriétaires venaient parfois racheter leurs voitures (300 000 FCFA, environ 460 euros). Certaines voitures étaient également acheminées vers le Cameroun. Entretien de Crisis Group, expert en sécurité, Bangui, mars 2015.

⁶⁵ Les *zarginas* ont l'habitude d'enlever des jeunes bouviers contre des rançons.

⁶⁶ « Quelles sont les motivations des enlèvements en RCA ? », Irin news, 4 février 2015.

⁶⁷ Pour localiser les villes nommées dans ce chapitre, voir la carte en annexe A.

⁶⁸ Entretien de Crisis Group, commerçants, Kabo, octobre 2014.

⁶⁹ Entretien de Crisis Group, acteur humanitaire, Bangui, février 2015.

⁷⁰ Entretien de Crisis Group, acteur humanitaire, Bossangoa, février 2015. Dans la nuit du 19 au 20 mars, une quinzaine de Camerounais ont été enlevés à la frontière avec la République centrafricaine. Le FDPC est suspecté d'avoir commis ces enlèvements bien que son chef Abdulaye Miskine ait formellement nié toute implication. « Cameroun : une quinzaine de voyageurs enlevés près de la frontière camerounaise », AFP, 20 mars 2015.

⁷¹ Avec la montée des eaux et l'augmentation du trafic fluvial, les anti-balaka ont commencé à intercepter des bateaux qui empruntent l'Oubangui entre Bangui et Bangassou. Les anti-balaka rackettent ainsi les commerçants au niveau du port du 7^{ème} arrondissement. Entretien téléphonique de Crisis Group, expert en sécurité, Bangui, juin 2015. Entretien de Crisis Group, membre du comité de paix du 7^{ème} arrondissement, Bangui, août 2015.

balaka sur ce tronçon.⁷² Actuellement, le banditisme routier sévit sur le tronçon de Bouar à Garoua Boulai.⁷³ Le paiement par les opérateurs économiques et les organisations humanitaires de droits de passage permet aux bandits et miliciens d'accumuler argent, carburant et vivres.⁷⁴

La taxation des ressources est une autre source de revenus pour les groupes armés. Les hommes de l'ex-Seleka tentent de contrôler le commerce des diamants ou de l'or, notamment dans les mines de Ndassima, qui font partie de l'ancienne concession d'Axmin et à côté de Bakala.⁷⁵ L'un des dirigeants de l'UPC protégerait des collecteurs en échange de compensations financières.⁷⁶ Les anti-balaka profitent également des revenus de l'or, notamment sur l'axe Bozoum Ouham-bak, le long des villages miniers.⁷⁷ Mais les minerais ne sont pas les seules ressources naturelles à être taxées. Un des dirigeants de l'UPC aurait nommé un commerçant soudanais afin d'organiser la taxation du café et d'autres denrées.⁷⁸ Ce commerçant serait également chargé d'alimenter les combattants en armes venues du Soudan.⁷⁹ A l'instar des minerais, le contrôle du commerce du café en direction du Soudan devient un enjeu de pouvoir important entre les factions de l'ex-Seleka.

Le niveau le plus élémentaire du racket est celui qui s'exerce sur les plus pauvres, c'est-à-dire les populations rurales. Le contrôle des villes par les forces internationales a engendré une délocalisation du racket de certains jeunes miliciens dans les villages avoisinants et sur les pistes rurales. Dans la région de Bossangoa et de Paoua, les jours de marché sont souvent l'occasion pour des jeunes miliciens d'ériger des barrières afin de taxer les villageois qui vont vendre leurs produits et les taxis motos plus nombreux en ces occasions.⁸⁰ La criminalisation des anti-balaka génère aussi souvent des luttes entre groupes pour le contrôle des trafics et le leadership du mouvement comme récemment à Bambari et à Bangui.⁸¹

⁷² Entretien de Crisis Group, chef anti-balaka, Bangui, février 2015.

⁷³ Sur la route de Boali et de Damara, où les véhicules doivent payer 5 000 FCFA (presque 8 euros) et les bus 1 500 FCFA (un peu plus de 2 euros) pour passer les barrages anti-balaka. Sur la route de Bouca à Batangafo, quatre factions anti-balaka ont été identifiées. De même sur la route de Bambari à Bangassou, il n'y avait en mars 2015 pas moins de dix-sept barrages de l'ex-Seleka. Courriel de Crisis Group, expert en sécurité, Bangui, juillet 2015. Entretien de Crisis Group, acteurs humanitaires, Bangui et Bambari, février, mars 2015.

⁷⁴ Les revenus de l'ex-Seleka tirés des barrages routiers s'élèveraient entre 1,5 et 2,5 millions de dollars par an. Voir le rapport « Warlord Business – CAR's Violent Armed Groups and their Criminal Operations for Profit and Power », Enough, 16 juin 2015.

⁷⁵ Pour en savoir plus sur le pillage d'Axmin, lire le « Rapport final du Groupe d'experts sur la République centrafricaine créé par la résolution 2127 (2013) du Conseil de sécurité », op. cit. Voir aussi « Blood gold flows illegally from Central African Republic », Bloomberg, 9 mars 2015.

⁷⁶ Entretien de Crisis Group, expert en sécurité, Bambari, mars 2015.

⁷⁷ Entretien de Crisis Group, acteur humanitaire, Bossangoa, février 2015.

⁷⁸ Dans les villes de Bambari et Kaga Bandoro, les responsables de l'UPC vendaient des « laissez passer » aux négociants de bétail et de café sans lesquels ces derniers n'avaient pas le droit de sortir de la ville. Voir le rapport « Warlord Business – CAR's Violent Armed Groups and their Criminal Operations for Profit and Power », op. cit.

⁷⁹ Entretien de Crisis Group, expert en sécurité, Bambari, mars 2015.

⁸⁰ Entretiens de Crisis Group, acteur humanitaire, Bossangoa, février 2015 ; membre de la société civile, Paoua, août 2015.

⁸¹ A Bambari, des groupes anti-balaka se sont souvent affrontés en raison de la tentative de reprise en main des anti-balaka par d'anciens militaires venus de l'ouest. Ainsi, le 9 juin, un groupe d'anti-balaka aurait attaqué la résidence du nouveau coordinateur préfectoral de la Ouaka, envoyé par Ngaissona. De même des règlements de comptes violents ont eu lieu en mai 2015 dans le quartier de Boy Rabe à Bangui. Entretien téléphonique de Crisis Group, expert en sécurité, juin 2015.

La justice payante des groupes armés

La justice populaire est aujourd'hui rendue par les groupes armés qui monnayent les sentences. En effet, de nombreux cas de sorcellerie sont tranchés par les anti-balaka ou par le groupe Révolution et justice.⁸² Souvent, pour échapper à l'exécution, des sommes sont versées par les présumés sorciers à ces groupes armés. En outre, des mini tribunaux se créent çà et là comme dans les camps de déplacés de Batangafo, au nord du pays, où des miliciens anti-balaka se sont transformés en procureurs locaux.⁸³

2. Le coût humanitaire et politique de la prédation

Outre son impact économique très négatif, l'insécurité sur les routes handicape très fortement la fourniture de l'aide humanitaire. Ainsi, les braquages des véhicules des ONG⁸⁴ et des camions du Programme alimentaire mondial (PAM), sont réguliers.⁸⁵ Dans certaines localités, les distributions de vivres s'accompagnent d'attaques et d'extorsions par des groupes armés.⁸⁶ Cette situation crée un sentiment de peur au sein des populations qui demandent parfois à ne pas recevoir de nourriture pour éviter d'être attaquées par les groupes armés.⁸⁷ Enfin, le partage de la nourriture du PAM dans les camps de déplacés devient un enjeu de pouvoir et les anti-balaka fixent parfois eux-mêmes les modalités de répartition et se servent au passage.⁸⁸ Ainsi, les groupes armés et les bandits vivent eux aussi de l'aide humanitaire.

La légitimité déclinante des anti-balaka

Dans certaines villes de l'ouest du pays et dans la capitale, la population a cessé d'appeler les jeunes anti-balaka des « patriotes » pour les appeler désormais des « criminels ». Ce changement de perception et la perte de l'adhésion populaire sont la conséquence de l'exaspération des populations face à la délinquance quotidienne des anti-balaka.⁸⁹ La diminution de la criminalité à Bangui au cours du premier semestre de 2015 tient en grande partie au rejet des anti-balaka par la population.⁹⁰

⁸² A Paoua, un chef de village accusé de sorcellerie a été arrêté et torturé par les miliciens de Révolution et justice. La sorcellerie est réprimée par le code pénal centrafricain de 2010 et constituait bien avant la crise un problème important. Entretien de Crisis Group, membres de la société civile, Paoua, août 2015. Aleksandra Cimpric, « La violence anti-sorcellaire en Centrafrique », *Afrique contemporaine*, 2009, n°4, pp. 195-208.

⁸³ Entretien de Crisis Group, acteur humanitaire, Bangui, février 2015.

⁸⁴ Lors des cinq premiers mois de 2015, une quarantaine de braquages de véhicules d'ONG humanitaires ont eu lieu sur les routes et plusieurs bases d'ONG ont été cambriolées à Bangui et en province. Entretien téléphonique de Crisis Group, acteur humanitaire, mai 2015.

⁸⁵ Les braquages de camions transportant de la nourriture et les pillages de vivres sont réguliers dans l'ouest du pays. Le 18 juillet 2015, un convoi de vivres du PAM escorté par la Minusca est attaqué dans les environs de Baboua, causant la mort d'un chauffeur camerounais. Voir « Centrafrique : l'ONU condamne une attaque meurtrière contre un convoi d'aide humanitaire du PAM », Centre d'actualités de l'ONU, 22 juillet 2015.

⁸⁶ Dans la ville de Kouki, il y a eu seize attaques perpétrées par la Seleka ou les Peul armés en 2014. Entretien de Crisis Group, acteur humanitaire, Bossangoa, février 2015. En 2015, les attaques ont aussi été nombreuses sur l'axe Kouki Nana Bakassa comme le 4 juin 2015 où un camion d'ONG a été braqué par les anti-balaka repartis avec des vivres. Entretien téléphonique de Crisis Group, acteur humanitaire, juin 2015.

⁸⁷ Entretien de Crisis Group, acteur humanitaire, Bossangoa, février 2015.

⁸⁸ Entretien de Crisis Group, déplacé interne, Bambari, mars 2015.

⁸⁹ « Les anti-balaka sont rejetés par la population, il faut maintenant faire respirer le peuple ». Entretien de Crisis Group, leader anti-balaka, Bangui, février 2015.

⁹⁰ Entretien de Crisis Group, expert en sécurité, Bangui, août 2015.

En province, le désaveu des populations à l'égard des anti-balaka s'est matérialisé par de nombreuses contre-réactions populaires. Ainsi, sur l'axe Bozoum-Ouham Bak, la population de certains villages aurifères a fortement réagi contre les anti-balaka quand ces derniers ont volé un commerçant musulman ; elle a chassé les coupables.⁹¹ A Boguila, la population s'est aussi réunie pour traquer des anti-balaka « venus d'ailleurs » et deux miliciens ont été tués.⁹²

⁹¹ Sur l'axe reliant Bozoum à Ouham Bak, des villageois vendaient de l'or à un commerçant musulman qui venait de Bocaranga. Quand ce dernier s'est fait voler 15 millions de FCFA (un peu moins de 23 000 euros) au village de Dafara, non loin d'Ouham Bak, cela a provoqué une réaction d'hostilité des populations qui ont chassé les anti-balaka présumés coupables. Entretien de Crisis Group, expert en sécurité, Bossangoa, février 2015.

⁹² Ibid.

III. Des groupes armés aux communautés armées

De 2013 à 2014, le conflit entre groupes armés s'est doublé d'un conflit entre communautés armées à connotation religieuse. Cette communautarisation d'une violence punitive s'est déroulée sur fond d'économie de survie, d'animosité antimusulmane et de fantasmes conspirationnistes relatifs à une prétendue tentative d'islamisation forcée de la Centrafrique. A travers le prétexte religieux s'expriment les fractures profondes de la société centrafricaine qui ont été ignorées, voire niées à tort pendant longtemps, et qui ont donc surpris de nombreux observateurs, au premier rang desquels les élites centrafricaines elles-mêmes.⁹³ Un an après les violences intercommunautaires, l'animosité à l'égard des musulmans reste forte.

A. La logique de la violence communautaire et ses conséquences

1. Une violence par amalgame

L'attaque de Bangui du 5 décembre 2013 par les milices anti-balaka et le départ forcé de la Seleka des villes de l'ouest et de Bangui au début de 2014 ont constitué un tournant de la crise et ont été suivis par une véritable chasse aux musulmans pendant plusieurs mois.

Dans l'ouest et à Bangui, la colère populaire s'est traduite par des actes de violence punitive (mutilations, lynchages, etc) qui visaient à terroriser les musulmans, les faire fuir et « effacer les traces de coexistence pacifique ».⁹⁴ Ainsi, une grande partie des maisons des musulmans, situées dans les quartiers mixtes de Bangui, comme les 3^{ème} et 5^{ème} arrondissements, ou dans certaines villes de provinces ont été non seulement pillées mais également rasées ou incendiées.⁹⁵ De même, de nombreuses mosquées ont été détruites dans le pays (une trentaine à Bangui et environ 400 dans le pays).⁹⁶ Cette violence populaire, que redoutait l'archevêque de Bangui et qu'il a qualifiée de « match retour »,⁹⁷ a été la réponse à la violence de la Seleka et est apparue comme une violence par association.

En effet, les anti-balaka et la population ont fait l'amalgame entre musulmans, Tchadiens et ex-Seleka, ce qui a conduit aux violences intercommunautaires de l'année 2014. Les combattants tchadiens avaient déjà une mauvaise image auprès la population centrafricaine depuis longtemps. L'intervention en 1997 de l'armée tchadienne au sein de la Mission interafricaine de surveillance des accords de Bangui

⁹³ Ce qui s'est passé en 2013-2014 avait été déclaré comme impossible en 2008 : « La République centrafricaine n'a pas connu de massacre interconfessionnel depuis l'indépendance et ne saurait devenir un lieu de conflits violents ou de guerres civiles à caractère religieux exploités par des responsables politiques. » Jean-Pierre Mara, *Oser les changements en Afrique* (Paris, 2008). La plupart des Centrafricains interrogés par Crisis Group depuis la fin de l'année 2013 insistent sur le fait qu'avant cette crise la différence religieuse ne posait aucun problème.

⁹⁴ Lire « Centrafrique : les chemins de la haine », *Libération*, 20 mai 2014. Voir le reportage de BFM TV, « Centrafrique : les musulmans fuient en masse le pays », <https://www.youtube.com/watch?v=mYB1xPxW-eE>.

⁹⁵ Entretien de Crisis Group, acteur humanitaire, Bangui, février 2015.

⁹⁶ Entretien de Crisis Group, membre de la société civile, Bangui, août 2015. « US envoy : almost every CAR mosque destroyed in war », *Al Jazeera*, 18 mars 2015.

⁹⁷ Voir le briefing de Crisis Group, *Centrafrique : l'intervention de la dernière chance*, op. cit. Voir le reportage de BFM TV, « Centrafrique : la revanche des anti-balaka », <https://www.youtube.com/watch?v=WWdXAT-abYM>.

(MISAB) pour venir à bout des mutins avait fait de nombreuses victimes civiles.⁹⁸ En 2012, la détérioration des relations Déby-Bozizé et le ras-le-bol populaire face aux exactions commises par les Tchadiens incorporés dans la garde présidentielle ont aussi renforcé cette image négative. Et en 2013, le comportement ambigu des troupes tchadiennes, accusées de collusion avec l'ex-Seleka, ont provoqué la haine de nombreux centrafricains.⁹⁹ Par ricochet, les commerçants du Point Kilométrique 5 (PK5), qui comptaient de nombreux Tchadiens dans leurs rangs et étaient déjà mal vus,¹⁰⁰ ont été protégés par les forces tchadiennes et perçus comme complices des exactions.

Par ailleurs, le produit des pillages de la Seleka a en partie été écoulé au marché central de PK5, centre d'affaires dominé par les musulmans et lieu de sociabilité pour les militaires tchadiens. Il n'en a pas fallu plus pour que les esprits populaires considèrent que l'ex-Seleka n'était que l'émanation des intérêts des commerçants musulmans et plus particulièrement des Tchadiens. Une des preuves de cette haine par association est le caractère sélectif de la chasse aux musulmans à Bangui. Celle-ci n'a visé que les musulmans africains, épargnant la communauté libanaise.

2. Une société entre méfiance et hostilité

Repris et amplifié tout au long de cette crise, l'amalgame Seleka-Tchadien-musulman a eu un effet dévastateur dans les villes de l'ouest et du centre. A présent, ces localités se divisent en deux catégories : celles où l'hostilité règne et celles où la méfiance règne.

Dans les villes de l'ouest, la présence musulmane n'est plus que résiduelle et prend parfois la forme d'enclaves qui regroupent environ 30 000 personnes.¹⁰¹ Pour se protéger, les musulmans se sont souvent réfugiés à proximité des églises afin de bénéficier de la protection des prêtres et se sont retrouvés encerclés par les anti-balaka qui les auraient parfois même forcés à se convertir.¹⁰² Il est dangereux pour eux de sortir de certains quartiers et l'accès aux marchés devient un enjeu dans des villes divisées entre chrétiens et musulmans.¹⁰³

Dans les localités de l'ouest où il n'y a pas d'enclaves, la communauté musulmane fait profil bas et est ostracisée.¹⁰⁴ Les retours spontanés qui ont lieu s'effectuent dans un climat de forte méfiance intercommunautaire. A Paoua où la moitié de la communauté musulmane a quitté la ville en 2014, la méfiance est de mise entre les musul-

⁹⁸ « Centrafrique – Tchad : la déchirure », *Jeune Afrique*, 9 janvier 2014.

⁹⁹ Sur le comportement de l'armée tchadienne, voir le reportage d'Euronews, <https://www.youtube.com/watch?v=KM8Y5V1eWLo>.

¹⁰⁰ A la suite de la découverte de deux enfants morts dans le coffre d'une voiture, les commerçants musulmans ont été accusés de les avoir tués et de s'adonner au trafic d'organes humains. Les commerçants de PK5 avaient alors dû suspendre leurs activités au marché central. Un diplomate en poste à Bangui considérait quant à lui que la mort des deux enfants avait « servi de détonateurs pour mettre le feu aux poudres et permis à certains de régler des comptes avec les musulmans, en particulier tchadiens ». Des mouvements de jeunes en colère s'étaient alors propagés de PK5 à Boy Rabe, à Fouh ou encore à Gombongo, des quartiers dans lesquels la présence des anti-balaka a été la plus forte pendant cette crise.

¹⁰¹ Entretien Crisis Group, acteur humanitaire, Bangui, août 2015.

¹⁰² Voir le rapport « Erased identity : Muslims in ethnically-cleansed areas of the Central African Republic », Amnesty International, juillet 2015.

¹⁰³ Cette division se retrouve aussi parmi les réfugiés centrafricains qui ont fui à Zongo, de l'autre côté de la frontière congolaise. « RDC : méfiance tenace entre chrétiens et musulmans centrafricains », AFP, 24 juin 2015.

¹⁰⁴ Voir le Research Brief « Disrupted social cohesion in the Central African Republic: Paoua, Bangassou and Obo », German Institute of Global and Area Studies, avril 2015.

mans et les Tale, l'ethnie autochtone.¹⁰⁵ A Bangui, l'hostilité populaire contre les musulmans est alimentée par la persistance d'une poche de musulmans armés au PK5.

Les localités du centre sont souvent divisées, chaque communauté interdisant l'accès de ses quartiers à l'autre. L'hostilité intercommunautaire y est régulièrement meurtrière et est alimentée par la présence des éléments de l'ex-Seleka et des anti-balaka.¹⁰⁶ A titre d'exemple, Bambari, la capitale de la Ouaka, demeure une ville divisée entre anti-balaka et ex-Seleka et entre communautés armées comme l'illustrent les récentes violences qui ont entraîné de très nombreuses victimes, conduit à l'évacuation de certains humanitaires et à l'établissement d'une zone sans arme par la Minusca dans cette ville.¹⁰⁷

Dans le monde rural, les éleveurs en général et les Peul en particulier suscitent peur et hostilité. Le conflit a exacerbé les tensions violentes entre agriculteurs et éleveurs qui lui préexistaient.¹⁰⁸

B. Une société fracturée

1. La réactualisation du choc historique entre populations d'origines différentes

De par sa géographie et son histoire, la Centrafrique est à la jonction de deux régions et de deux populations : au nord, le Sahel et les populations d'éleveurs et de commerçants à majorité musulmane et, au sud, l'Afrique centrale et les populations de la savane et du fleuve initialement animistes et maintenant majoritairement chrétiennes. Zone de contact entre ces deux mondes, la Centrafrique a accueilli depuis plusieurs décennies des commerçants musulmans en provenance des pays voisins (Tchad, Soudan, Nigeria) et même en provenance d'Afrique de l'Ouest (Sénégal, Mali, Mauritanie, etc). Société ouverte, la RCA a été le théâtre des échanges entre populations diverses mais aussi de leurs affrontements, puis de la rivalité entre « colonisateurs occidentaux et conquérants islamiques ».¹⁰⁹ La crise actuelle a réactivé la mémoire traumatique de cette histoire sous la forme d'une conscience victimaire et de la mise en avant de l'autochtonie.¹¹⁰

La prise du pouvoir par la Seleka en mars 2013 a constitué un renversement du paradigme politique centrafricain. Depuis l'indépendance, la lutte pour le pouvoir était

¹⁰⁵ Entretiens de Crisis Group, maire, président de la communauté islamique, chef de quartier, Paoua, août 2015.

¹⁰⁶ Les villes de Batangafo, Bambari, Bria, Kabo et d'autres sont dans cette situation. Entretiens de Crisis Group, acteurs humanitaires et membres de la société civile, Bangui, août 2015.

¹⁰⁷ Le 20 août, le meurtre d'un jeune taxi-moto musulman par des anti-balaka a déclenché un cycle de violentes représailles entre chrétiens et musulmans, faisant dix morts et plusieurs blessés, dont deux membres du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) en Centrafrique. Ces derniers tentaient d'évacuer les corps et les blessés lorsqu'ils furent pris à partie par les manifestants. Sur les cycles de vengeance à Bambari, lire « République centrafricaine : une réaction est requise en urgence afin de combattre la violence croissante dans le centre du pays », Amnesty International, op. cit. Note d'information, Minusca, Bangui, 9 septembre 2015.

¹⁰⁸ « Les Peuhls Mbororo de Centrafrique, une communauté qui souffre », Association pour l'intégration et le développement social des Peuhls de Centrafrique, Bangui, juin 2015 et le rapport Afrique de Crisis Group N°125, *Afrique centrale : les défis sécuritaires du pastoralisme*, op. cit. et le briefing Afrique de Crisis Group N°105, *La face cachée du conflit centrafricain*, op. cit.

¹⁰⁹ Pierre Kalck, *Histoire de la République centrafricaine*, op. cit., et Jean Cantournet, *Des affaires et des hommes, Noirs et Blancs, commerçants et fonctionnaires dans l'Oubangui du début du siècle*, op. cit.

¹¹⁰ Séminaire fermé sur la crise centrafricaine, Institut français des relations internationales (IFRI), Paris, 1^{er} juin 2015.

l'apanage des militaires issus des communautés de la savane et du fleuve. En effet, les précédents coups d'Etat étaient l'œuvre de haut gradés de l'armée, parfois soutenus par des mercenaires étrangers comme en 2003.¹¹¹ Cette fois-ci, les auxiliaires du putsch de 2003 sont devenus les putschistes et une force issue des populations musulmanes du nord et de l'est du pays s'est emparée pour la première fois du pouvoir.

Cette irruption violente d'un nouvel acteur dans le jeu du pouvoir centrafricain a été littéralement perçue comme une « invasion » et a réveillé la mémoire collective centrafricaine des razzias esclavagistes menées par les musulmans. Avant les travaux forcés de la colonisation, ces razzias ont dépeuplé des régions entières entre les 16^{ème} et 19^{ème} siècles et ont fait de cet espace un réservoir d'esclaves.¹¹² Les populations à l'est du pays ont fui les campagnes des marchands d'esclaves menées par le sultan Senoussi, tandis qu'au nord-ouest les populations ont subi le joug esclavagiste des lamidos peul musulmans établis au nord de l'actuel Cameroun.¹¹³ Ces razzias esclavagistes ont contribué à forger un esprit de résistance parmi les populations banda, gbaya et mboum.

Bien que lointaine, cette histoire a laissé des traces profondes dans les mentalités que les politiciens ont utilisées pour mobiliser. Dès le début de la crise, l'ancien président ainsi que des membres de son gouvernement ont joué sur la peur des « envahisseurs » et la rhétorique de la conspiration islamiste. Ainsi le ministre de l'Administration du territoire, Josué Binoua, évoquait en janvier 2013 la présence importante parmi la Seleka de « jihadistes prônant le wahhabisme ».¹¹⁴ Suivant cette logique mais à contrario, les notables musulmans de Bria, Bambari et de Bangui font référence à Senoussi et à l'époque de la domination musulmane qui a pris fin avec la colonisation du pays.¹¹⁵ « Sans les Français, nous serions au pouvoir en RCA », confiait un membre des autorités à Bria en faisant référence à la colonisation.¹¹⁶ La proclamation sans conséquence de l'indépendance du Dar el Kouti par certains chefs de l'ex-Seleka en 2014 renvoie à l'histoire de la pénétration musulmane dans l'espace oubanguien et à une certaine dépendance vis-à-vis des sultanats tchadiens.¹¹⁷ La rhétorique des « envahisseurs » a également été alimentée par les pillages commis par la Seleka. Oubliant que de nombreux jeunes chrétiens se sont joints à la Seleka pour piller

¹¹¹ Voir le rapport de Crisis Group, *République centrafricaine : les urgences de la transition*, op. cit.

¹¹² A l'est, les esclaves étaient acheminés vers le monde arabe (Egypte, Arabie, Turquie, etc) via le Darfour tandis qu'à l'ouest ils étaient vendus dans les royaumes du nord Cameroun et nord Nigeria. Des formes locales d'esclavage ont été aussi pratiquées par les Zandé et les Nzakara qui occupent le sud-est du pays et réduisaient en esclavage leurs adversaires déchus. « Comprendre la crise centrafricaine : mission de veille, d'étude et de réflexion prospective sur la crise centrafricaine et ses dimensions culturelles et religieuses », rapport final de la mission de l'Observatoire Pharos, Paris, 2014.

¹¹³ Les lamidos sont les chefs traditionnels dans la société peul. Ainsi, de 1700 à 1900, le nord-ouest aurait été vidé de 80 pour cent de sa population. L'est du pays, autrefois bien plus peuplé est également devenu un désert de populations. Voir Alain Degras, « Akotara, un triptyque consacré aux Gbayas du nord-ouest centrafricain », op. cit.

¹¹⁴ « RCA : le gouvernement dénonce la présence de jihadistes dans les rangs de la Seleka », RFI, 4 janvier 2013.

¹¹⁵ Entretien de Crisis Group, membre d'une association musulmane, Bambari, mars 2015 ; membre des autorités locales, Bria, mars 2014.

¹¹⁶ Entretien de Crisis Group, membre des autorités locales, Bria, mars 2014.

¹¹⁷ Le sultanat du Dar el Kouti a été fondé au 18^{ème} siècle à l'initiative du sultan du Ouaddaï et s'est étendu de la rive gauche de l'Aouk, aux rivières et fleuves de Bamingui, de la Ouaka et de la Kotto, à l'est de l'actuelle République centrafricaine. Pratiquant l'esclavage, les sultans du Dar el Kouti versaient un tribut annuel en nature au sultan du Ouaddaï. Pour en savoir plus sur le Dar el Kouti, lire Bernard Simiti, *Le Dar-El-Kouti empire oubanguien de Senoussi (1890-1911)*, op. cit.

Bangui, des hommes politiques ont établi des parallèles entre les razzias esclavagistes et les malheurs de Bangui en 2013.¹¹⁸

Les clichés populaires qui circulent abondamment renvoient aussi à cette histoire traumatique de l'esclavage. Ainsi pour certains jeunes Banguissois de la rue, « les musulmans sont des tueurs professionnels et ont des couteaux dans leurs manches » ; un chef anti-balaka déclare en faisant référence aux miliciens de l'ex-Seleka : « ils frappent les gens comme au temps de l'esclavage ».¹¹⁹ En générant une abondance de clichés populaires où l'autre est stigmatisé, cette crise a relancé la question de l'autochtonie en associant Seleka et envahisseurs musulmans. « On les a accueilli et ils – les musulmans – nous ont trahi ».¹²⁰ Les consultations populaires qui ont précédé le forum de Bangui ont montré que ce thème était récurrent, notamment dans l'Ouham et l'Ouham Pende où les communautés ont demandé la révision des conditions d'obtention de la nationalité et le « retrait des cartes d'identité aux étrangers ».¹²¹ Dans le même esprit, lors du forum de Bangui, les représentants des anti-balaka ont exigé « l'annulation de tous les passeports, cartes de séjour et cartes nationales d'identité » délivrés durant le règne de la Seleka.¹²² Dans les discours populaires, le conflit est souvent présenté comme une confrontation entre les autochtones et les étrangers musulmans.¹²³ La population distingue souvent les bons musulmans (les Centrafricains) des mauvais musulmans (les étrangers et plus particulièrement les Tchadiens). Il existe aujourd'hui un fort consensus contre le retour des Tchadiens.¹²⁴ Si la notion de « centrafricanité » qui a émergé dans les milieux proches de François Bozizé n'apparaît pas dans les discours politiques, l'idée de ne pas accepter de musulmans étrangers en Centrafrique est présente dans les conversations privées.¹²⁵

2. Instrumentalisation politique de la religion

La Centrafrique est un Etat laïc où dirigeants et politiciens ont toujours mélangé politique et religion. Depuis Barthélémy Boganda, père de l'indépendance et premier prêtre catholique centrafricain, les présidents ont joué la carte religieuse en fonction de leurs intérêts du moment. Jean-Bedel Bokassa s'est défini comme le 13^{ème} apôtre après son procès en 1986 ; Patassé et lui avaient en commun une conversion oppor-

¹¹⁸ Le mot « razzia » a été utilisé de nombreuses reprises par les hommes politiques centrafricains pour décrire les agissements de la Seleka. Voir « Centrafrique : la dernière interview de François Bozizé avant sa chute », *Jeune Afrique*, 27 mars 2013.

¹¹⁹ Entretiens de Crisis Group, conducteurs de taxi, Bangui, février 2015 ; entretien de Crisis Group, chef anti-balaka, Bangui, janvier 2014.

¹²⁰ Entretiens de Crisis Group, groupes de jeunes, Bangui, février 2015 ; politicien, Bangui, août 2015.

¹²¹ Voir le « Rapport consolidé des missions des consultations populaires à la base en République centrafricaine », Bangui, mars 2015 et « Analyse à base communautaire des perceptions des dynamiques conflictuelles des populations du PK5 », Danish Refugee Council, Bangui, mai 2015.

¹²² Voir les « Recommandations de l'ex-mouvement des patriotes anti-balaka », Coordination nationale, Bangui, mai 2015.

¹²³ Lors d'entretiens avec des anti-balaka dans le quartier de Boy Rabe à Bangui, ces derniers employaient le terme « arabes » pour désigner les membres de la Seleka et parlaient de chasser les « arabes ». Entretiens de Crisis Group, combattants anti-balaka, Bangui, janvier 2014. Séminaire fermé sur la crise centrafricaine, Institut français des relations internationales (IFRI), Paris, 1^{er} juin 2015.

¹²⁴ Entretiens de Crisis Group, membres de la société civile, Bangui et Paoua, août 2015.

¹²⁵ Seul le Front pour le retour à l'ordre constitutionnel en RCA (FROCA), qui est un mouvement pro-Bozizé, a développé de manière très vague cette idée. Entretiens de Crisis Group, avocat centrafricain, Paris, novembre 2014 ; membres de la diaspora centrafricaine, Paris, décembre 2014.

tuniste à l'islam pour obtenir la même chose : les bonnes grâces financières de Kadhafi.¹²⁶ L'ex-président François Bozizé, à l'instar d'autres présidents comme Pierre Nkurunziza (président du Burundi) ou Boni Yayi (président du Bénin), a transformé l'église à laquelle il appartient, l'Eglise du christianisme céleste,¹²⁷ en un lieu de pouvoir. « A Bossangoa il fallait se faire remarquer et chanter plus fort que les autres pour bénéficier des faveurs du président » ironise un membre des autorités de l'Ouham.¹²⁸ Ainsi, de nombreux Centrafricains auraient vu leur fidélité à cette église récompensée et obtenu des terres et des postes dans l'administration.¹²⁹ Patassé redoutait déjà les capacités mobilisatrices de cette église et avait, suite au coup d'Etat manqué de 2001, suspendu les activités de « l'Eglise du christianisme céleste – Nouvelle Jérusalem » en invoquant son illégalité.¹³⁰

Les politiciens qui sont en même temps pasteurs d'une église de réveil sont nombreux. En Centrafrique, soigner les âmes est un tremplin naturel vers la politique: « Il y a la tentation pour beaucoup de leaders religieux de glisser vers la politique ». ¹³¹ Du fait de l'implication de politiciens centrafricains dans les églises de réveil qui prolifèrent depuis les années 1990, plusieurs d'entre elles ont entretenu des relations coupables avec les anti-balaka – soit en les aidant matériellement soit en les encourageant. L'Alliance des évangéliques en Centrafrique (AEC) a dû exclure de ses rangs deux pasteurs qui soutenaient notoirement les anti-balaka.¹³² L'ambiance pré-électorale qui règne en Centrafrique est déjà propice à l'irruption de la question religieuse dans la compétition électorale.

3. Un islam toléré plus qu'accepté

Malgré la conversion à l'islam de deux présidents et la création d'un ministère chargé des relations avec les pays arabes par le gouvernement Patassé,¹³³ les autorités centrafricaines sont depuis longtemps méfiantes à l'égard de l'islam. Cette méfiance reflète l'histoire et la situation géopolitique d'un pays majoritairement chrétien mais situé à la frontière de l'aire d'extension de l'islam en Afrique centrale. Cette position a vite été assimilée par certains à une ligne de front. De ce fait, l'islam n'a obtenu droit de cité que très progressivement en RCA. Bokassa s'était opposé à la légalisation des

¹²⁶ Bokassa se convertit en 1976 mais revint à la foi chrétienne en 1977 tout en conservant des relations diplomatiques avec la Libye. Grâce à son rapprochement avec Kadhafi, il a pu payer les arriérés de salaire. Richard Filakota, *Le renouveau islamique en Afrique noire: l'exemple de la Centrafrique* (Paris, 2009).

¹²⁷ L'Eglise du christianisme céleste a été créée par le pasteur Samuel Biléou Joseph Oshoffa le 29 septembre 1947 à Porto-Novo au Bénin. Représentant le second courant religieux au Bénin après les catholiques, elle est également populaire au Nigéria, en Côte d'Ivoire et dans de nombreux autres pays africains. Lire « L'envolée des chrétiens célestes », *Jeune Afrique*, 5 janvier 2009.

¹²⁸ Entretien de Crisis Group, membre des autorités, région de l'Ouham, février 2015.

¹²⁹ Ibid.

¹³⁰ « Les autorités suspendent les activités d'une église créée par le Général Bozizé », AFP, 28 octobre 2001.

¹³¹ Entretien de Crisis Group, autorité religieuse, Bangui, février 2015.

¹³² L'un d'entre eux était aussi un cadre du parti de Bozizé. Entretien de Crisis Group, responsable de l'AEC, Bangui, février 2015. Le chef anti-balaka dénommé « 12 puissances » a un frère pasteur qui exerçait une grande influence sur lui. Entretien de Crisis Group, membre du CNT, Bangui, février 2015. De même à Nola, dans le sud-ouest, un pasteur a hébergé des anti-balaka. Entretien de Crisis Group, militaire centrafricain, Bangui, février 2015.

¹³³ Créé en 1999, ce ministère avait pour but d'attirer des financements en provenance des pays du Golfe et n'existe plus. Jean Paul Ngoupandé, *L'Afrique face à l'Islam* (Paris, 2003), p. 107.

structures musulmanes et ces dernières n'ont été reconnues que lentement par les autorités centrafricaines durant les années 1980 et 1990. La Communauté islamique en République centrafricaine (CIRCA) a été la première association islamique reconnue par l'Etat en 1984, puis lui a succédé en 1992 la Communauté islamique centrafricaine.¹³⁴ A la veille des élections de 1993, le régime de Kolingba (en place entre 1981 et 1993) s'était impliqué dans cette réorganisation de la communauté islamique, espérant se constituer un électorat supplémentaire et contrer les critiques des évêques vis-à-vis du régime en place.¹³⁵ Aujourd'hui, un Conseil islamique national fort de 52 associations est en place.¹³⁶ La reconnaissance officielle de fêtes musulmanes comme jours fériés qui a été actée par le forum de Bangui avait déjà été proposée et rejetée dans les années 1990 et au début de ce siècle.¹³⁷

Cette acceptation progressive de l'islam par les autorités centrafricaines ne s'est jamais départie d'une volonté de contrôle. D'une part, le pèlerinage à la Mecque est organisé par le ministère de l'Intérieur – au titre de sa compétence sur les cultes. Outre les problèmes de corruption auxquels l'organisation étatique du pèlerinage donne lieu, cela est considéré comme une ingérence de l'Etat dans les affaires de la communauté musulmane.¹³⁸ D'autre part, le projet d'une islamisation de la Centrafrique est une idée très ancrée dans toutes les couches de la population centrafricaine jusqu'à aujourd'hui et est perçu comme un projet d'expansion guerrière.¹³⁹ Pour de nombreux centrafricains, le Soudan et le Tchad cherchent à islamiser la Centrafrique avec l'appui des pays arabes riches. Le prosélytisme des sponsors étrangers des associations islamiques (Libye, Arabie Saoudite, pays du Golfe, Egypte, etc) qui offraient des bourses aux étudiants centrafricains pour se rendre à Al-Ahzar ou à l'université islamique de Khartoum était surveillé de près. Enfin, plusieurs prédicateurs considérés comme radicaux ont été expulsés de Centrafrique.¹⁴⁰

4. Jalousies sociales

En dépit des nombreux mariages mixtes, les relations entre musulmans et le reste de la population étaient souvent teintées d'une jalousie sociale liée notamment au rôle prépondérant des premiers dans le commerce.¹⁴¹ Dans plusieurs régions du pays, des chrétiens et animistes se sont convertis à l'islam pour pouvoir se frayer un chemin dans les affaires. La hiérarchie sociale qui découle de la pratique du commerce a souvent été mal acceptée par certaines populations, notamment par les Gbaya.

¹³⁴ Les difficultés de structuration de la communauté islamique en RCA sont également liées aux divisions au sein des communautés musulmanes. Ainsi, à Bangui, la gouvernance des mosquées a souvent opposé les populations immigrées ouest africaines ou tchadiennes aux musulmans centrafricains. Les Haoussa, les Peul Mbororo, les Borno et les Fulbe prient dans des mosquées différentes. Richard Filakota, *Le renouveau islamique en Afrique noire: l'exemple de la Centrafrique*, op. cit.

¹³⁵ Ibid.

¹³⁶ Entretien de Crisis Group, imam, Bangui, février 2015. Richard Filakota, *Le renouveau islamique en Afrique noire: l'exemple de la Centrafrique*, op. cit.

¹³⁷ Entretien de Crisis Group, politicien, Bangui, août 2015.

¹³⁸ Entretien de Crisis Group, imam, Bangui, février 2015.

¹³⁹ Dans les compte-rendus des consultations locales, certains groupes de la préfecture de Mambere Kadei ont ainsi évoqué une guerre confessionnelle menée par des groupes rebelles arabophones de la Seleka pour islamiser de force les Centrafricains. Voir le « Rapport consolidé des missions des consultations populaires à la base en République centrafricaine », op. cit.

¹⁴⁰ Entretien de Crisis Group, imam, Bangui, février 2015.

¹⁴¹ 70 pour cent du secteur commercial serait détenu par des musulmans. Entretien de Crisis Group, imam, Bangui, février 2015.

En effet, alors qu'on retrouve dans certains récits les traces de relations très étroites, parfois complices, entre les Gbaya et les éleveurs peul mbororo, les rapports entretenus entre les Gbaya et les commerçants arabes ou fulbes étaient connus pour être bien plus difficiles.¹⁴² Ces ressentiments envers ces commerçants ont donné lieu à des appellations péjoratives telles que les « grands boubous », les « Bènguè », les « Toubè ». ¹⁴³ Par ailleurs, bien avant la crise, les commerces des musulmans étaient sources de convoitises et certains marchands non musulmans, appelés traditionnellement les « Boulanguélé », cherchaient déjà à s'approprier des échoppes. La crise actuelle a facilité les accaparements et, à Bangui, ces jeunes détiennent parfois des kiosques et des quincailleries autrefois dirigées par les musulmans.¹⁴⁴

Une inversion sociale s'est aussi produite entre les commerçants – généralement peu éduqués – et les fonctionnaires – souvent dotés d'un diplôme et qui constituent l'élite sociale du pays. Au fur et à mesure de l'effondrement de l'Etat, les seconds ont été socialement déclassés par rapport aux premiers et l'obtention d'un diplôme universitaire n'a plus été synonyme d'emploi garanti, bien au contraire. Les commerçants sont soit devenus la proie facile des fonctionnaires – notamment ceux des services de contrôle : policiers, douaniers, etc.¹⁴⁵ – soit les crédateurs des fonctionnaires et les frais de scolarité ou encore l'accès à l'hôpital ont souvent été plus chers pour les musulmans.¹⁴⁶ Cette inversion de la relation sociale a été porteuse de grandes frustrations et a donné à certaines violences en 2014 un aspect de règlements de comptes sociaux.¹⁴⁷

¹⁴² Paulette Roulon-Doko, *Conception de l'espace et du temps chez les Gbaya de Centrafrique*, op. cit.

¹⁴³ Entretien de Crisis Group, ministre centrafricain, Bangui, février 2015.

¹⁴⁴ Ibid.

¹⁴⁵ Entretien de Crisis Group, avocat, commerçants de PK5, Bangui, juillet 2014.

¹⁴⁶ Entretien de Crisis Group, associations musulmanes, Bambari, février 2015 ; autorités religieuses musulmanes, Bangui, février 2015 ; chercheur, Bangui, février 2015.

¹⁴⁷ Voir « Analyse à base communautaire des perceptions des dynamiques conflictuelles des populations du PK5 », Danish Refugee Council, Bangui, mai 2015.

IV. Lutter contre les groupes armés : un changement de méthode s'impose

A. Du programme de désarmement à la politique de désarmement

Actuellement en RCA, alors que les élections sont prévues avant la fin de l'année,¹⁴⁸ aucune des conditions indispensables au succès du désarmement des miliciens n'existe. Outre le fait que les programmes de DDR passés se sont soldés par des échecs,¹⁴⁹ l'extrême pauvreté, l'absence d'économie formelle, l'abondance des armes dans la région, la faible structuration des groupes armés et l'insécurité généralisée sont des obstacles majeurs.¹⁵⁰ La forte milicianisation du nord et de l'est de la RCA n'est pas un phénomène nouveau mais une réalité vieille de plusieurs décennies. Certaines communautés comme les éleveurs transhumants ont depuis longtemps troqué les arcs et les flèches contre des kalachnikovs pour se défendre.¹⁵¹ Par ailleurs, l'habitude d'instrumentalisation du DDR par les chefs des groupes armés qui en font un levier de chantage politique et d'enrichissement est un problème supplémentaire.

Pourtant, du fait de l'inscription du DDR dans le mandat de la Minusca,¹⁵² tout le monde attend le DDR : les combattants et leurs chefs, les politiciens centrafricains et la population. Pour ces deux dernières catégories, le DDR est la solution miracle au problème des groupes armés. Les politiciens estiment qu'il est une des conditions sine qua non pour une campagne électorale libre et les communautés le voient comme un « aspirateur à miliciens » en même temps qu'une revendication de développement.¹⁵³ Initialement prévu avant les élections, le DDR est maintenant repoussé à l'après-élection et un pré-DDR devrait débiter avant les scrutins prévus à la fin de l'année.

¹⁴⁸ Conscientes de l'impossibilité d'organiser les scrutins le 18 octobre et le 22 novembre comme prévu initialement, les autorités de la transition ont demandé à l'ANE de proposer un nouveau calendrier électoral mais exigé, sous la pression des internationaux, que les élections soient organisées avant la date butoir du 31 décembre 2015, censée mettre un terme à la transition.

¹⁴⁹ Une analyse rétrospective du DDR de l'APRD en 2012 met en évidence le faible nombre d'armes récupérées (150 armes de guerre pour 6 000 combattants affichés), le faible nombre de miliciens intégrés dans l'armée (une cinquantaine) et l'absence de réinsertion dans la vie économique. Entretien de Crisis Group, ex-dirigeant de l'APRD, Paoua, août 2015.

¹⁵⁰ Les raisons de l'échec des DDR précédents sont multiples. Elles relèvent à la fois du manque de représentativité de certains chefs des groupes politico-militaires, de la « conception alimentaire » du DDR vu comme un moyen de gagner de l'argent, du manque de volonté de l'Organisation des Nations unies en Centrafrique (Binuca) sur l'ancien président Bozizé. De plus, l'exécution nationale du DDR s'est longtemps traduite par une absence de DDR et par des détournements de fonds. Enfin, en RCA, les processus DDR au lieu de réinsérer les combattants au sein de leurs communautés produisent parfois l'effet inverse et la prime aux porteurs d'armes confère un statut aux combattants mal accepté par les communautés. Sur les limites des DDR passés en RCA, lire « Rapport RCA : le DDR sans GPS », mission indépendante d'évaluation du programme de réinsertion des ex-combattants et d'appui aux communautés en République centrafricaine, commissionné par le Programme multi-pays de démobilisation et de réintégration (MDRP), décembre 2007 et « Assessing the reintegration of ex-combatants in the context of instability and informal economies, the cases of the Central African Republic, the Democratic Republic of Congo and South Sudan », Banque mondiale, Washington, 2012.

¹⁵¹ Voir le rapport Afrique de Crisis Group N°215, *Afrique centrale : les défis sécuritaires du pastoralisme*, 1^{er} avril 2014.

¹⁵² Voir l'article 30.g) relatif au processus de désarmement, démobilisation, réintégration et rapatriement de la résolution 2149 (2014) du Conseil de Sécurité de l'ONU, 10 avril 2014.

¹⁵³ Entretien de Crisis Group, politiciens, membres de comités de paix, chef de quartier, membres de la société civile, Bangui et Paoua, août 2015.

Si procéder au désarmement progressif des groupes armés puis des communautés est un préalable indispensable pour permettre l'avènement d'un vrai dialogue intercommunautaire et commencer à rétablir la confiance, il est illusoire de croire que le programme de DDR y suffira. Il convient de passer d'un programme de DDR à une politique de désarmement qui réduise l'attractivité de l'économie de la violence.

1. Du DDR au pré-DDR

Un des objectifs majeurs du forum de réconciliation de Bangui en mai 2015 était la signature d'un accord avec les groupes armés sur le désarmement, la démobilisation, la réintégration et le rapatriement (DDRR). Ainsi, dix groupes armés ont signé un accord sur les principes de DDRR avec le gouvernement de transition.¹⁵⁴ L'accord postule que les combattants, membres des groupes armés signataires et en possession d'armes de guerre sont éligibles au DDRR s'ils remettent tous leurs « effets militaires ».¹⁵⁵ Selon le schéma traditionnel des accords de DDR, ils doivent être regroupés sur des sites où ils seront pris en charge par le gouvernement avec l'appui des partenaires de la RCA.¹⁵⁶ Selon l'accord, les combattants pourront opter pour la réintégration communautaire ou candidater pour un poste au sein des forces de sécurité en fonction de critères d'admissibilité définis et des capacités d'absorption des corps armés. Un programme de réduction de la violence communautaire est adossé au DDR et les combattants non éligibles doivent être reconduits dans leurs communautés d'origine et bénéficier de projets de relèvement communautaire ou d'activités génératrices de revenus.¹⁵⁷

Cet accord manque de crédibilité et les diplomates et membres des organisations internationales dénoncent de concert l'absence de vision et de stratégie globale pour le DDR en RCA.¹⁵⁸ Le premier problème est celui du retrait d'un des principaux groupes armés. Non seulement le FDPC d'Abdulaye Miskine qui fait régner l'insécurité à la frontière centrafricano-camerounaise n'a pas signé l'accord, mais le FPRC de Nourredine Adam l'a rejeté quelques jours après l'avoir signé. Le rejet de l'accord par le FPRC risque de faire des émules. En effet, il est très probable que les autres groupes armés refusent dans ces conditions de désarmer pour ne pas perdre le contrôle des territoires qu'ils occupent, mais aussi pour des raisons sécuritaires.¹⁵⁹

¹⁵⁴ Les groupes armés ayant signé l'accord sont le RPRC, l'UPC, l'Union des forces républicaines fondamentales (UFRF), la Seleka rénovée, le MLCJ, le Front démocratique pour le progrès de la Centrafrique (FDPC), la coordination des ex-combattants anti-balaka, Révolution et justice et l'Union des forces républicaines (UFR). Le FPRC a signé l'accord mais s'est finalement rétracté.

¹⁵⁵ Voir l'article 3 sur les critères d'éligibilité au DDRR de « l'Accord sur les principes de désarmement, démobilisation, réintégration et rapatriement (DDRR) et d'intégration dans les corps en uniforme de l'Etat centrafricain entre le gouvernement de transition et les groupes armés », Bangui, 10 mai 2015.

¹⁵⁶ Voir l'article 4 de l'accord DDRR.

¹⁵⁷ Voir l'article 5 de l'accord DDRR. La résolution 2149 du Conseil de sécurité des Nations unies inscrit dans le mandat de la Minusca aide à la conception et à l'exécution de programmes de lutte contre la violence communautaire.

¹⁵⁸ Entretiens de Crisis Group, bailleur de la RCA, Nairobi, juin 2015 ; haut responsable de l'ONU, Washington, juin 2015.

¹⁵⁹ « Central African Republic: can a disarmament deal without the main actors work in Bangui », African Argument, 2 juin 2015. A la mi-juin, la confrontation évitée entre les éléments soudano-centrafricains de l'ancienne force tripartite et le FPRC a démontré que ce dernier tient toujours à contrôler certaines zones stratégiques pour lui. Entretien téléphonique de Crisis Group, expert en sécurité, juin 2015.

Le deuxième obstacle majeur à la réalisation d'un DDR est lié au manque de représentativité et d'influence des signataires politiques auprès des commandants et des combattants. Ce manque d'influence renvoie à la faible structuration des groupes dits « politico-militaires », qui ne sont en réalité ni politiques ni militaires. Enfin, le dernier obstacle (et non des moindres) est d'ordre financier. Le budget du DDR qui est estimé à 28 millions d'euros n'est pas disponible, les bailleurs étant très sceptiques.¹⁶⁰ Il en est de même pour le programme de réduction de la violence communautaire qui est estimé à 20 millions d'euros et ne serait pour le moment financé que par les Nations unies à hauteur de 6 millions d'euros.¹⁶¹ Faute de pouvoir mettre en œuvre le DDR, la Minusca a conçu un pré-DDR qu'elle entend financer seule et qui consiste à occuper les groupes armés avec des travaux d'intérêt collectif en échange d'un stockage de leurs armes.¹⁶² La campagne de sensibilisation est en cours mais la faisabilité du pré-DDR pose aussi question.

2. Vers une véritable politique de désarmement ?

Contrairement à l'opinion dominante en Centrafrique, à lui seul, le DDR ne saurait résoudre le problème des groupes armés. Il doit faire partie d'une politique de désarmement qui offre de véritables perspectives de reconversion aux miliciens, bénéficie aussi aux communautés et s'accompagne d'une force contraignante.

Intégrer le DDR et la RVC dans des programmes de reconstruction et développement de l'économie locale

L'échec du DDR est souvent l'échec du « R », c'est-à-dire du volet réinsertion. La réinsertion se limite trop souvent à une formation rapide et un kit de retour dans un environnement sans opportunités hormis le banditisme. L'effort de réinsertion est vain si le milieu économique local n'est pas porteur. Cet effort ne doit donc pas seulement porter sur les individus à réinsérer mais sur la relance de l'économie locale dans laquelle évoluent les anti-balaka et les miliciens de l'ex-Seleka. Comparés aux ex-Seleka, les anti-balaka ont une très faible structure et possèdent peu d'armes de guerre. Par ailleurs, contrairement à de nombreux combattants de l'ex-Seleka, une majorité des anti-balaka vivent dans leurs communautés et sont des villageois armés. Compte-tenu de ces différences contextuelles entre les anti-balaka et les miliciens de l'ex-Seleka, les vecteurs de leur réinsertion doivent être différents (réduction de la violence communautaire – RVC - pour les premiers et DDR pour les seconds) mais, dans les deux cas, la politique de désarmement doit combiner emplois temporaires, formation et surtout stimulation de l'économie locale – ce que ni le DDR et ni la RVC ne sont en mesure de faire à présent.

La réinsertion socio-économique des miliciens doit être adaptée à leurs capacités mais aussi et surtout au contexte économique local et aux besoins des communautés. Ainsi, une étude devrait être réalisée pour définir les possibilités de concilier le profil des combattants et les potentialités d'emplois dans les zones dominées par les anti-balaka et les ex-Seleka. Elle devrait permettre d'identifier les besoins en formation et les possibilités de stimuler la création d'emplois locaux pérennes. Pour ce faire,

¹⁶⁰ Entretiens de Crisis Group, bailleur et personnel des Nations unies, Bangui, août 2015.

¹⁶¹ Entretien de Crisis Group, personnel des Nations unies, Bangui, août 2015.

¹⁶² Ce pré-DDR est estimé à 10 millions de dollars. Les miliciens devraient déposer leurs armes dans des containers dont les clés seraient conjointement détenues par eux et les Nations unies. Entretien de Crisis Group, personnel des Nations unies, Bangui, août 2015.

le DDR et la RVC devraient être étroitement coordonnés avec les programmes de reconstruction et de développement mis en œuvre par la Banque mondiale et l'Union européenne (UE) qui sont basés sur le principe des travaux à haute intensité de main d'œuvre.¹⁶³ Ces projets devraient pouvoir être rapidement dupliqués dans les provinces du pays car l'UE a effectué des diagnostics dans le cadre des pôles de développement avant la crise et envisageait à l'époque de soutenir l'économie locale grâce au pastoralisme, à l'agriculture, au commerce et à la construction de routes et d'infrastructures de base.¹⁶⁴

Qu'il soit anti-balaka, ex-Seleka ou non membre d'un groupe armé,¹⁶⁵ chaque jeune engagé dans les travaux à haute intensité de main d'œuvre devrait se voir proposer une formation professionnelle qui corresponde aux besoins de l'économie locale (agriculture, activités commerciales, etc), à ses envies mais aussi à ses capacités. Aucune somme d'argent ne devrait être versée pendant la formation. Ces programmes devraient être financés par les bailleurs traditionnels de la RCA mais aussi dans une moindre mesure et de manière symbolique par les autorités centrafricaines et leur mise en œuvre devrait être assurée par des formateurs locaux avec l'appui des ONG internationales.

Pour faciliter l'employabilité des jeunes, un mécanisme de collaboration devrait être créé avec le Groupement interprofessionnel de la Centrafrique et des emplois aidés ou des stages au sein de ces entreprises devraient être en partie financés par les bailleurs. Par ailleurs, le devenir des jeunes bénéficiaires du programme RVC ou du DDR doit faire l'objet d'un suivi.

Articuler les programmes de développement créateurs d'emplois avec le DDR et la RVC permettra de répondre à la demande de développement qu'exprime en réalité la revendication du DDR et de reconnecter les territoires centrafricains avec la capitale par le biais des infrastructures routières. Pour ce faire, la Minusca, l'UE et la Banque mondiale devraient se réunir rapidement et définir les modalités de coordination de leurs programmes.

¹⁶³ La Banque mondiale mène actuellement le projet LONDO qui devrait employer 35 500 personnes. « République centrafricaine : la Banque mondiale finance la création d'emplois dans les travaux publics au profit des familles rurales », Banque mondiale, juillet 2015. L'UE finance également plusieurs programmes de construction basés sur l'approche haute intensité de main-d'œuvre (le Programme d'appui au développement urbain et le Programme de reconstruction économique et social en milieu urbain). « Ensemble pour la paix, la stabilité et le développement », L'Union européenne en République centrafricaine, février 2015. Courriel de Crisis Group, personnel de la Banque mondiale, mai 2015.

¹⁶⁴ Dans le cadre du 10^{ème} Fonds Européen de Développement (FED), l'UE souhaitait créer des pôles de développement sur le territoire centrafricain et avait réalisé des études de développement dans cette perspective. Pour plus d'informations sur les pôles de développement, lire « Suivi des principes d'engagement international dans les Etats fragiles et les situations précaires », Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), rapport N°2 sur la RCA, 2010 ; « Document de stratégie de réduction de la pauvreté 2011-2015 », gouvernement centrafricain, Bangui, 2011 ; et « Programme indicatif national du 10^{ème} FED », Union européenne, 2008.

¹⁶⁵ Les travaux à haute intensité de main d'œuvre ne doivent pas cibler seulement les porteurs d'armes mais des catégories de populations à risques comme les jeunes désocialisés. Ce faisant, on permet aux ex-miliciens d'être fondus dans la masse des bénéficiaires et ainsi de faciliter leur réinsertion.

Crédibiliser le DDR

Le problème du retrait de certains signataires de l'accord de Bangui et le problème du manque de confiance dans le DDR par les bailleurs peuvent être résolus.

Afin de rassurer des bailleurs rendus très sceptiques par les erreurs du passé, les Nations unies (ONU) ne devraient pas confier son exécution aux autorités centrafricaines comme elles le prévoient actuellement. L'exécution du DDR devrait être effectuée par les internationaux.¹⁶⁶ Le budget estimé du DDR sera réduit car le volet réinsertion sera pris en charge par les programmes à haute intensité de main d'œuvre des bailleurs complétés par des formations et des activités de relance de l'économie locale. La restructuration du programme et sa coordination avec ceux de l'UE et de la Banque mondiale devraient être des arguments suffisants pour convaincre les bailleurs de financer le DDR et la RVC. A ce titre, les bénéficiaires de la RVC devraient être plus nombreux que ceux du DDR et les financeurs devraient en tenir compte.¹⁶⁷

Par ailleurs, comme le DDR est très attendu par les miliciens, il est encore possible de capitaliser sur la dynamique du forum de Bangui en passant d'une logique de groupes à une logique de combattants. Les autorités centrafricaines et l'ONU devraient ouvrir le DDR aux combattants des groupes non signataires et être très strictes sur la remise d'armes de guerre en état de fonctionnement comme condition d'accès au programme pour que le DDR demeure restreint et très ciblé.¹⁶⁸ La modification des critères d'éligibilité devrait faire l'objet d'une campagne de sensibilisation et d'information par l'ONU et le gouvernement dans les villes où l'on compte de nombreux combattants, notamment au centre et à l'est du pays.

En outre, les échecs des phases de cantonnement passées devraient imposer des phases très courtes de regroupement et aucune distribution d'argent aux combattants. En effet, le cantonnement des éléments de l'ex-Seleka présents à Bangui dans les camps militaires de Béal, du bataillon de soutien et des services (BSS) et du régiment de défense opérationnelle du territoire (RDOT) s'est enlisé et a produit les effets inverses de ceux recherchés en donnant davantage de moyens de pressions aux combattants sur les autorités et en créant un problème de sécurité dans la capitale.¹⁶⁹

B. Mesures de contrainte indispensables

La politique de désarmement n'est efficace que si elle comporte une capacité de contrainte. Le départ programmé de la force internationale la plus dissuasive (la mission française Sangaris) risque à ce titre de poser problème. Etrangement, son calendrier de retrait coïncide avec le moment de mise en œuvre du DDR et de la préparation des élections. Il convient donc de retarder ce calendrier de départ.¹⁷⁰ Par ailleurs, en

¹⁶⁶ Le DDR de 2012 a été mis en œuvre par le PNUD à la suite de problèmes de corruption. Entretien téléphonique de Crisis Group, expert du DDR, juin 2015.

¹⁶⁷ Pour l'heure, l'estimation du DDR est plus élevée que celle de la RVC.

¹⁶⁸ En effet, plusieurs DDR passés ont eu des résultats très décevants. Alors que plus de 6 000 combattants de l'APRD ont été démobilisés, seulement une centaine d'armes conventionnelles ont été récupérées. Entretien téléphonique de Crisis Group, expert du DDR, 3 mars 2013.

¹⁶⁹ Les éléments résiduels de l'ex-Seleka habitent dans les camps militaires à Bangui depuis le départ de l'ex-Seleka en avril 2014. Ils posent un problème de sécurité et exercent un chantage à l'égard des autorités pour obtenir de l'argent et une promesse d'intégration dans l'armée. Initialement nourris par les forces internationales, ils reçoivent maintenant de l'argent des autorités de transition et ont tout intérêt à faire durer cette situation. Entretiens de Crisis Group, personnel de l'ONU, Bangui, août 2015.

¹⁷⁰ « Central African Republic, risk of a hasty exit », Africa Confidential, 26 juin 2015.

coordination avec la Minusca, les autorités centrafricaines devraient émettre des mandats d'arrêt contre les chefs de milices qui s'opposent au DDR. Le référendum constitutionnel prévu avant la fin de l'année devrait comporter une question relative à l'inclusion des chefs de groupes armés dans des fonctions officielles. Le peuple centrafricain devrait se prononcer sur le fait de savoir s'il souhaite ou non que les chefs de groupes armés soient cooptés dans l'administration ou puissent se présenter aux élections.¹⁷¹

Pour procéder au désarmement communautaire, la Minusca devrait multiplier ses relais communautaires et préparer avec eux des campagnes de sensibilisation en langue locale pour le désarmement. En parallèle, les militaires de la Minusca devraient désarmer toute personne se trouvant en ville avec une arme et chercher à identifier les caches d'armes.

Enfin, le DDR et les programmes de développement mentionnés n'auront que très peu d'effets sur le long terme si les opportunités de l'économie criminelle demeurent plus intéressantes que les emplois à pourvoir au sein de l'économie licite. A l'est, les groupes armés se sont longtemps affrontés pour le contrôle des richesses, notamment minières, absorbant de nombreux jeunes en quête d'argent facile. Le processus DDR ne peut donc se départir d'une action résolue de lutte contre ces trafics. Comme mentionné dans un rapport précédent de Crisis Group,¹⁷² la Minusca devrait reprendre le contrôle des principaux sites de production d'or et de diamants en déployant des forces internationales et des fonctionnaires centrafricains et relancer le mécanisme de certification du processus de Kimberley pour les diamants provenant de ces zones sous contrôle.¹⁷³ En outre, une cellule de lutte contre les trafics de diamants, d'or et d'ivoire, ainsi que le braconnage militarisé devrait être intégrée à la Minusca.

¹⁷¹ La constitution qui doit faire l'objet d'un référendum ne sera pas d'application pour les élections à venir. Entretien de Crisis Group, membre de la cour constitutionnelle, Bangui, août 2015.

¹⁷² Voir le rapport de Crisis Group, *La crise centrafricaine : de la prédation à la stabilisation*, op. cit.

¹⁷³ La résolution 2217 du Conseil de Sécurité de l'ONU adoptée en avril 2015 autorise la Minusca à « aider les autorités centrafricaines à élaborer une stratégie nationale pour lutter contre l'exploitation illicite des ressources naturelles et les réseaux de trafiquants qui continuent de financer et d'approvisionner les groupes armés en République centrafricaine ». Voir « République centrafricaine: le Conseil de sécurité décide de proroger le mandat de la Minusca et de renforcer son effectif », ONU, 28 avril 2015.

V. Lutter contre les tensions intercommunautaires en période électorale

La crise centrafricaine a mis en lumière des tensions communautaires très fortes, dont certaines sont le produit d'une longue histoire. Comme les violences dans la ville de Bambari en août l'ont montré, ces tensions sont loin de s'apaiser.¹⁷⁴ L'urgence des mois à venir consiste à éviter que le processus électoral exacerbe ces tensions.

A. La protection des communautés : un préalable à leur désarmement

Au centre du pays, sur la ligne de front entre l'ex-Seleka et les anti-balaka, les groupes armés sont souvent perçus comme des protecteurs de certaines communautés. Réduire la dépendance sécuritaire des communautés à l'égard des groupes armés implique donc de pouvoir garantir une protection efficace des différentes communautés. Pour que ces dernières se sentent effectivement protégées, les autorités centrafricaines devraient s'assurer que les forces de police et de gendarmerie déployées dans ces zones sensibles sont professionnelles et représentatives des différentes communautés. Dans les zones de populations mixtes au plan religieux, ces unités doivent être composées à la fois de musulmans et de non musulmans. Pour favoriser cette mixité, tous les acteurs en charge de la formation des forces de sécurité (l'UE, les Nations unies et les autorités centrafricaines), devraient prendre en compte cette diversité communautaire.

Par ailleurs, dans les villes toujours fortement divisées entre chrétiens et musulmans, les moyens de maintien de l'ordre déployés par l'ONU sont insuffisants et devraient être renforcés. L'assurance de garanties de sécurité minimales pour les communautés et une confiance progressive dans les institutions sécuritaires sont les prémices d'un désarmement des communautés.

B. Réaffirmer l'égalité des droits des musulmans

Le travail de rétablissement progressif de la cohésion nationale implique des mesures symboliques, juridiques et politiques. Les groupes armés du nord-est ont prospéré sur le divorce entre les populations de cette région et l'Etat central. Ces populations se sentent souvent marginalisées par le pouvoir à Bangui ou pire victimes des agissements de la garde présidentielle (voir Section II.2). Afin de renouer avec ces populations, les autorités centrales devraient suivre l'exemple du président Boganda et multiplier les voyages au nord-est de la RCA.¹⁷⁵ Les autorités centrafricaines devraient notamment prévoir un tel déplacement au nord-est de la RCA pour la prochaine fête nationale le 1^{er} décembre. Le Pacte républicain signé par les participants du forum de Bangui mentionne la nécessité d'officialiser le caractère chômé et férié des fêtes musulmanes.¹⁷⁶ Cette mesure devrait rapidement être adoptée car elle renvoie à une ancienne revendication.¹⁷⁷

¹⁷⁴ Le rapport qui suit traitera spécifiquement des voies et moyens pour améliorer les relations intercommunautaires sur le long terme.

¹⁷⁵ On raconte que la voiture qui transportait le président Boganda est tombée en panne non loin de Birao et que la carcasse de la voiture est toujours sur place. Entretien de Crisis Group, ministre centrafricain, Bangui, mars 2015.

¹⁷⁶ « Pacte républicain pour la paix, la réconciliation nationale et la reconstruction en République centrafricaine », Bangui, mai 2015.

¹⁷⁷ Richard Filakota, *Le renouveau islamique en Afrique noire: l'exemple de la Centrafrique*, op. cit.

Diversifier la fonction publique

Depuis plusieurs mois, certaines associations religieuses et de la jeunesse tentent de confessionnaliser le débat politique en demandant des quotas au sein du gouvernement et de l'administration.¹⁷⁸ Dans le même esprit, une des recommandations du forum vise à transformer la Centrafrique en un Etat décentralisé.¹⁷⁹ Ces deux propositions qui visent à associer davantage les musulmans à la gestion des affaires publiques doivent être écartées. En effet, appliquer une politique de quotas aboutirait à l'institutionnalisation de rivalités confessionnelles et la décentralisation n'a de sens que lorsqu'il y a un Etat central. Par ailleurs, en l'absence de moyens de fonctionnement, la décentralisation ne donnerait qu'une illusion de pouvoir aux communautés locales.

Le déficit de représentation des musulmans devrait plutôt être compensé en élaborant des règles pour favoriser la diversité géographique et communautaire dans la fonction publique. En juin 2014, Crisis Group recommandait la formation d'une nouvelle élite administrative dans les domaines des travaux publics, des finances et de la sécurité. Le gouvernement et les principaux bailleurs de la RCA devraient mettre en œuvre un tel programme et veiller à ce que des musulmans soient intégrés à ces initiatives.¹⁸⁰

Inclure les musulmans centrafricains dans le processus électoral

Les élections prévues avant la fin de l'année sont à la fois problématiques et dangereuses. D'une part, comme l'indique le fait que les autorités de transition aient demandé de faire glisser le calendrier électoral d'un mois,¹⁸¹ les conditions d'organisation sont difficiles (problèmes de sécurité, accessibilité réduite en raison de la saison des pluies, manque de ressources financières, etc).¹⁸² D'autre part, ces élections risquent de poser le problème de l'attribution de la nationalité centrafricaine dans un pays où la grande majorité de la population n'a pas de papiers d'identité. Un des points soulevés lors des consultations nationales et du forum de Bangui concerne les conditions d'attribution de la nationalité que certains souhaitent réviser en soulignant que beaucoup de musulmans en Centrafrique sont des étrangers. Par ailleurs, la controverse autour du vote des réfugiés révèle la suspicion que suscite dans la classe politique centrafricaine la simple possibilité de constitution d'un « bloc électoral musulman ». ¹⁸³

La légitimité des électeurs musulmans doit être réaffirmée rapidement en rappelant les règles de droit pour être électeur et en mettant en place une procédure robuste de vérification de la nationalité des réfugiés quand leur enregistrement par l'Autorité nationale des élections aura lieu. En Centrafrique, l'enregistrement des électeurs s'ef-

¹⁷⁸ Entretien de Crisis Group, association de jeunes, Bambari, mars 2015.

¹⁷⁹ « Pacte républicain pour la paix », op.cit.

¹⁸⁰ Cette idée a été reprise dans le Pacte républicain, voir annexe B.

¹⁸¹ « Centrafrique : le gouvernement demande un nouveau calendrier électoral », Centrafrique presse, 3 septembre 2015.

¹⁸² Entretien de Crisis Group, politiciens centrafricains, diplomates et journalistes, Bangui, août 2015.

¹⁸³ La première vague des réfugiés centrafricains a fui la Seleka en 2013 et une seconde vague plus importante a fui les persécutions des anti-balaka en 2014. De ce fait, la majorité des réfugiés dans les camps au Cameroun et au Tchad sont musulmans. Le CNT s'est opposé au vote des réfugiés avant de faire marche arrière sous la double pression de la communauté internationale et de la cour constitutionnelle. Des candidats aux prochaines élections mettent en cause la présomption de nationalité centrafricaine des réfugiés. Entretiens de Crisis Group, candidats à l'élection présidentielle, membre du CNT et personnel du HCR, Bangui, août 2015.

fectue en présence des chefs de quartiers et chefs de village et de plusieurs témoins. La même procédure devrait être adoptée pour l'enregistrement des réfugiés centrafricains. Les partis politiques devraient être invités à suivre cette procédure comme observateurs et, à l'instar des opérations d'enrôlement des électeurs sur le territoire national, des organisations de la société civile devraient surveiller cette procédure.

Par ailleurs, les chiffres d'enrôlement des électeurs dans les préfectures à majorité musulmane devraient faire l'objet d'un examen attentif basé sur les chiffres des scrutins de 2011. Enfin, les ONG chargées du suivi du processus électoral devraient aussi faire le monitoring des discours des candidats pour détecter les éventuelles incitations à la haine religieuse et/ou ethnique. En tout état de cause, la qualité de la préparation électorale ne devrait pas être sacrifiée aux impératifs de calendrier et, si besoin est, les élections devraient être retardées pour que les mesures précédemment mentionnées puissent être appliquées.

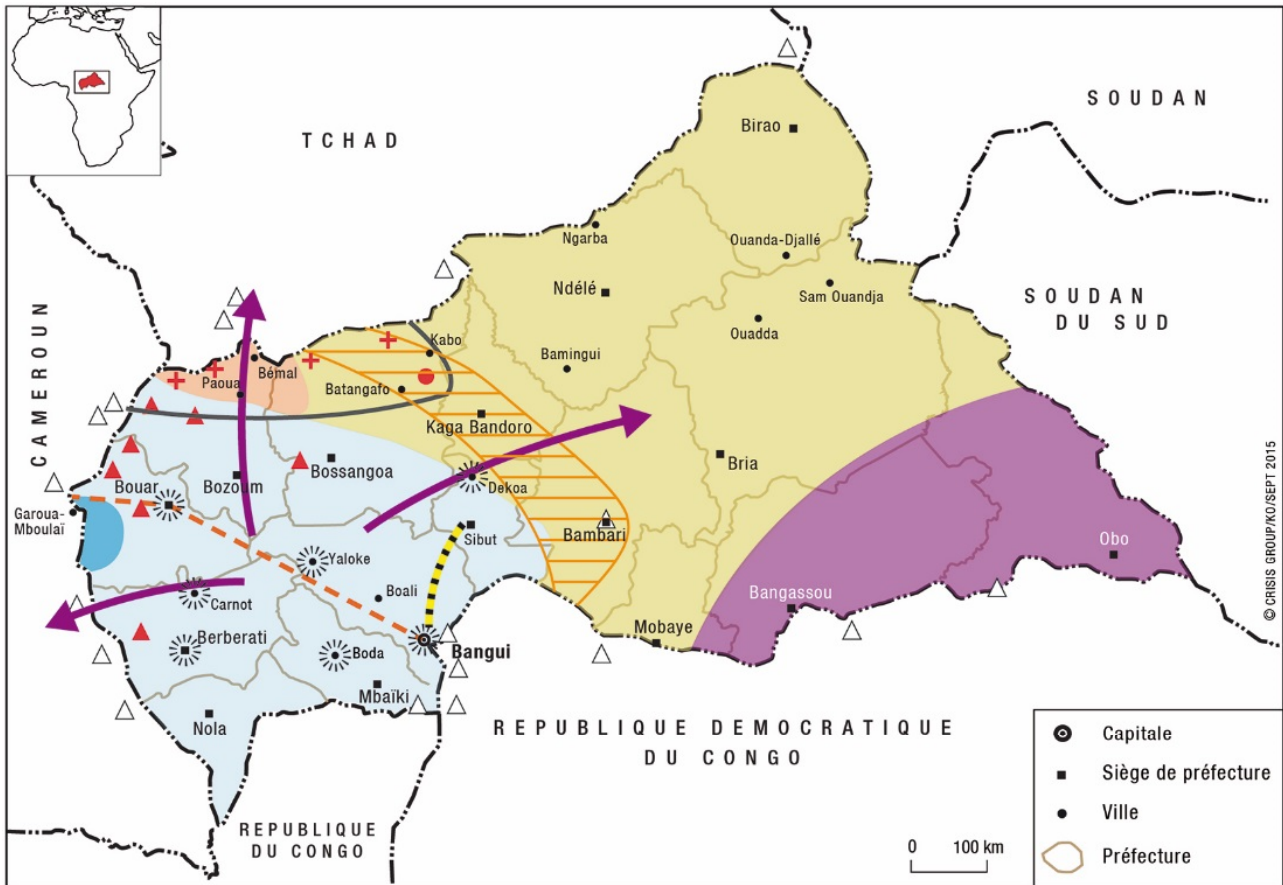
Conclusion

La crise qui frappe la République centrafricaine est la plus grave qu'ait connue le pays depuis l'indépendance. Non seulement elle est l'acte final d'une désintégration progressive de l'Etat mais elle remet en cause la fabrique sociale centrafricaine en ravivant la question de l'autochtonie et en désignant le musulman comme l'étranger néfaste.

Dans ce contexte, les autorités de la transition et leurs partenaires internationaux promeuvent des élections rapides et un DDR classique comme une sortie de crise au détriment de la réponse de long terme qu'exige un pays en miettes. Ce faisant, ils prennent le risque de faire de la Centrafrique un territoire en situation d'instabilité chronique où la frontière entre la paix et la guerre sera brouillée pour longtemps.

Nairobi/Bruxelles, 21 septembre 2015

Annexe A : Carte des zones d'influence



Zones d'influence des groupes armés et coupeurs de routes

- LRA : Armée de résistance du Seigneur
- Ex-Seleka
- Anti-balaka
- FDPC : Front démocratique du peuple centrafricain
- RJ : Révolution et justice
- Ex-APRD : Ex Armée populaire pour la restauration de la démocratie (2006-2012)
- Ex base du Front populaire pour le redressement (FPR) de Baba Laddé (2008-2012)
- Bases traditionnelles des coupeurs de routes *zarginas*
- Attaques de groupes de pasteurs tchadiens, bandits et coupeurs de routes
- Axe ayant subi un grand nombre de braquages (2014-2015)

Zones de tensions intercommunautaires

- Ligne de front anti-balaka/Seleka et affrontements communautaires
- Camps de réfugiés
- Enclaves avec présence de minorités
- Principal axe commercial Bangui-Garoua Mboulai
- Déplacements des tensions communautaires

Annexe B : Pacte républicain

Pacte républicain pour la paix, la réconciliation nationale et la reconstruction en République centrafricaine

Nous, **Participants au Forum National de Bangui**,

Ayant à l'esprit les principales recommandations des commissions thématiques du Forum National, et nous en inspirant dans la formulation du présent Pacte;

Représentants de tout le peuple centrafricain pris ensemble dans sa diversité politique, sociale, culturelle, ethnique et religieuse réunis à Bangui, du 4 au 11 mai 2015 ;

Réaffirmant notre attachement au respect des principaux documents de la transition en République centrafricaine, y compris la Charte Constitutionnelle de Transition du 18 juillet 2013 ; l'Accord de cessation des hostilités de Brazzaville du 23 juillet 2014 entre les groupes armés en République Centrafricaine; la feuille de route des organes et institutions de la transition ; l'Accord d'engagement signé par les groupes politico-militaires le 23 avril 2015 ; ainsi que l'Accord de DDRR entre le gouvernement de la République Centrafricaine et les groupes armés du 10 mai 2015, annexé au présent Pacte;

Considérant toutes les initiatives formelles et informelles de dialogue et de réconciliation préparatoires au Forum de Bangui, y compris les consultations populaires locales, ayant pour objectif l'affermissement de la cohésion nationale ;

Conscients de notre devoir de porter dignement la pensée, les attentes et les aspirations de nos compatriotes en prenant part aux travaux du Forum National de Bangui ;

Réaffirmant notre attachement à l'unité, la souveraineté et l'indivisibilité de la République Centrafricaine, notre chère Patrie ;

Déplorant le déferlement de violences ayant ébranlé la cohésion sociale et l'unité nationale en République Centrafricaine ;

Réaffirmant notre profond attachement au processus de dialogue et de réconciliation, meilleure voie pour le retour à une paix juste et durable, socle du développement intégral en République Centrafricaine ;

Conscients des efforts significatifs déployés par le Gouvernement et les partenaires de la République centrafricaine pour sortir de la crise et rétablir l'ordre constitutionnel et la stabilité politique par le biais d'élections libres et transparentes ;

Résolus à contribuer positivement à la mise en œuvre des résolutions et recommandations du Forum National de Bangui par le biais de mesures et mécanismes de nature à restaurer la paix et promouvoir la réconciliation et la bonne gouvernance ;

Convaincus que le Forum National de Bangui constitue une opportunité historique de refonder la République Centrafricaine sur la base d'un Pacte National ancré dans les principes de démocratie, de justice sociale et de bonne gouvernance ;

Nous engageons, à travers ce **Pacte National pour la Paix, la Réconciliation et la Bonne Gouvernance (Pacte Républicain)** à œuvrer diligemment à la mise en œuvre des objectifs suivants :

Sur le plan de la gouvernance (démocratique et économique) et des réformes institutionnelles

- **Réaffirmons le consensus entre nous, acteurs Centrafricains, sur :**
 - La nécessité de créer les conditions propices à l'organisation sur toute l'étendue du territoire et dans les meilleurs délais, du référendum constitutionnel et d'élections générales libres et transparentes qui consacreront le retour à l'ordre constitutionnel en conformité avec les dispositions de la Charte Constitutionnelle de Transition et selon le chronogramme et les procédures agréés et de s'engager à faciliter la participation des populations réfugiées à ces scrutins ;

- L'obligation pour tous de respecter scrupuleusement la Charte constitutionnelle de Transition ;
- L'adoption et la signature d'un code de bonne conduite par les partis et groupements politiques, les candidats et la presse pour la tenue d'élections conformes aux standards d'élections démocratiques dans un environnement apaisé ; et l'engagement de recourir aux voies légales pour le règlement des contentieux ;
- La nécessité de renforcer la participation citoyenne et la représentativité politique des régions en organisant rapidement des élections locales au terme de la Transition ;
- L'introduction d'une clause constitutionnelle prohibant toute possibilité d'amnistie pour les crimes contre l'humanité, crimes de guerre et crimes de génocide commis en République centrafricaine ;
- La promotion d'une démocratie participative et inclusive, basée sur le principe de l'égalité entre hommes et femmes ; le renforcement de la cohésion sociale, de la justice et de la réconciliation en République centrafricaine ; l'introduction d'une disposition constitutionnelle autorisant le pouvoir exécutif à procéder à des consultations à la base sur les grandes questions de société ;
- La prise en considération, dans le processus de finalisation et d'adoption de la nouvelle Constitution, des notions de laïcité, et de citoyenneté; des droits des minorités et des peuples autochtones ; de séparation des pouvoirs et de contrôle démocratique du Gouvernement ; du caractère républicain, professionnel et multiethnique des forces de défense et de sécurité de la République centrafricaine ainsi que de leur contrôle civil et démocratique ;
- L'introduction d'une disposition constitutionnelle prohibant la prise et la conservation du pouvoir par la force, et déclarant par ailleurs toute activité politique incompatible avec le statut militaire;
- L'introduction d'une disposition constitutionnelle renforçant la souveraineté nationale et imposant que les relations extérieures de la République centrafricaine soient conduites dans le respect de la dignité et des intérêts des Centrafricains, ainsi que de la protection de l'intégrité territoriale de l'État, et assortir cette disposition d'un mécanisme de contrôle parlementaire;
- La nécessité de mettre en place des mécanismes transparents de gestion des ressources de l'État et de promulguer la loi sur la lutte contre la corruption ; l'opérationnalisation de l'Agence nationale d'investigation financière (ANIF) et d'autres structures destinées à enraciner la bonne gouvernance dans le pays;
- L'inscription, dans la nouvelle Constitution, de la création d'une haute autorité de la bonne gouvernance en tant qu'instance indépendante de contrôle et de proposition; de la protection du patrimoine national; de la transparence dans l'exploitation et la gestion des ressources naturelles et minières; et la redistribution équitable des profits générés par les industries extractives afin qu'elles contribuent effectivement au développement national et à l'amélioration des conditions de vie de tous les citoyens ;
- La moralisation de la vie politique, notamment par la réforme immédiate du cadre juridique des partis politiques ; la détermination objective de modalités de financement des partis politiques à moyen terme ; l'adoption d'un statut de l'opposition ; la promotion de l'accès équitable aux médias d'État ; la promotion de la participation des femmes et des jeunes aux fonctions politiques électives, y compris par l'instauration de quotas ;
- La réforme du cadre juridique de la presse et la redynamisation des instances de régulation du secteur de la communication et de l'audiovisuel ; la promotion et le respect de la déontologie ; la mise en œuvre immédiate de mesures visant à assurer la couverture médiatique de l'ensemble du territoire national ; ainsi que la libéralisation du secteur de la communication audiovisuelle ;
- La mise en œuvre effective du statut d'ancien Chef de l'État.

Sur le plan de la restauration de l'autorité de l'État, du redéploiement de l'administration et de la décentralisation

- **Réaffirmons le consensus entre tous les acteurs Centrafricains sur :**

- Le redéploiement et le renforcement graduels d'une administration respectueuse des valeurs de laïcité, d'équité et de neutralité, au niveau local, afin d'assurer une présence effective de l'État sur toute l'étendue du territoire, notamment avant, pendant et après les élections générales ;
- La mise en œuvre de mesures garantissant la conformité du processus de redéploiement des structures de l'État aux principes de représentativité, d'équilibre régional et d'inclusion et qu'il garantisse la mise à disposition de services publics de base au profit de toute la population centrafricaine ;
- La mise en place de règles régissant le fonctionnement de l'administration, en particulier s'agissant des nominations aux fonctions publiques, des promotions et avancements, afin que ceux-ci tiennent compte de la diversité géographique et communautaire de la République Centrafricaine, de l'équilibre régional, de l'équilibre entre hommes et femmes, ainsi que du mérite ;
- La mise en œuvre d'une politique active et volontariste de décentralisation et régionalisation, et le renforcement des prérogatives des collectivités décentralisées (régions, départements et communes) dans la nouvelle Constitution ;
- Le renforcement du rôle des autorités locales, traditionnelles et coutumières afin de tenir compte du besoin de cohésion sociale et d'inclusion et de promouvoir le dialogue communautaire, entre autres par la mise en place d'un Conseil des Territoires ayant une compétence consultative sur les questions relatives au gouvernement local ;

Sur le plan de la justice et de la réconciliation

- **Réaffirmons le consensus entre tous les acteurs Centrafricains sur :**

- La nécessité de renforcer et de respecter les dispositions constitutionnelles relatives à la protection des droits et libertés fondamentales de tous les Centrafricains sans discrimination d'âge, de sexe, d'ethnie ou de religion ; la garantie de la libre circulation sur tout le territoire national ;
- La nécessité d'officialiser le caractère chômé et férié des fêtes musulmanes, dans un souci d'équité et de réconciliation nationale ;
- La création d'un environnement sécuritaire et socioéconomique favorable au retour des déplacés et des réfugiés ;
- Le renforcement du rôle des cours et tribunaux en matière de protection des droits fondamentaux ; la mise en place d'une institution nationale des droits de l'homme (INDH) ;
- La mise en place effective – avec le concours de la communauté internationale – de la Cour Pénale Spéciale de la République centrafricaine ; s'assurer à cette fin du renforcement des capacités techniques et opérationnelles des juridictions locales, de la mise en place de mécanismes de protection des magistrats, des témoins et des victimes ; et assurer la mise en œuvre des accords d'entraide judiciaire signés dans le cadre de la CEMAC, de la CEEAC et de la CIRGL ;
- La nécessité d'engager des poursuites contre les auteurs des crimes commis en République Centrafricaine et de collaborer à cette fin aux enquêtes, poursuites et procédures judiciaires qui seront menées par la Cour Pénale Spéciale, les autres cours et tribunaux nationaux et la Cour Pénale Internationale (CPI) ;
- La mise en place d'une Commission Justice, Vérité, Réparations et Réconciliation, dotée de démembrements au niveau local, qui sera chargée de recenser et examiner les crimes et exactions commis sur le territoire de la République Centrafricaine afin de les classer en deux catégories :

- ✓ Ceux dont les auteurs devront être traduits en justice ;
- ✓ Ceux pouvant faire l'objet de réparations par le biais de dédommagements ou de travaux d'intérêts généraux afin d'induire les effets de contrition et de réconciliation intercommunautaire ;
- La mise en place d'un mécanisme de justice transitionnelle, conformément à la Stratégie globale de réconciliation nationale ; l'institution d'une journée de commémoration des victimes des crises en République Centrafricaine ; la promotion d'une culture civique et citoyenne en République Centrafricaine ;

Sur le plan de la paix et de la sécurité

- **Réaffirmons le consensus entre nous, acteurs Centrafricains, sur :**
 - L'exigence pour les groupes armés de s'engager résolument dans le processus de consolidation démocratique en République centrafricaine, et d'exprimer, en cas de besoin, leurs revendications par des voies pacifiques et démocratiques ;
 - La mise en œuvre sans délai de l'Accord sur le DDRR tel qu'adopté lors du Forum National de Bangui ; la mise en place d'un nouveau programme de DDRR prévoyant des dispositions relatives à la reconversion et la réinsertion communautaire des ex combattants, y compris par le soutien à la création d'initiatives de travaux à haute intensité de main d'œuvre (THIMO), ainsi que par la sensibilisation et la communication ;
 - Le lancement immédiat et spontané du processus de désarmement volontaire et immédiat de tous les groupes politico-militaires ;
 - La mise en œuvre immédiate de l'Article 4 de l'Accord de Cessation des Hostilités de Brazzaville du 23 juillet 2014 entre les groupes politico-militaires non conventionnels en République Centrafricaine, relatif au regroupement des éléments armés signataires dudit Accord, afin de créer les conditions propices à un environnement électoral apaisé ;
 - L'identification par les groupes armés ainsi que le rapatriement dans leurs pays d'origine, avec le concours des partenaires internationaux, de tous les combattants étrangers recensés dans leurs rangs ;
 - La nécessité de prendre en compte les besoins spécifiques des femmes, des jeunes et des enfants dans toutes les phases du processus de DDRR ;
 - La nécessité de mettre en œuvre une stratégie de réforme et de restructuration du secteur de défense et de la sécurité de la République Centrafricaine incluant l'ensemble des composantes des forces de défense et de sécurité (forces armées, gendarmerie, police, justice), sur la base des principes et modalités agréés lors du Forum national de Bangui.

Sur le plan du développement économique et social

- **Réaffirmons le consensus entre nous, acteurs Centrafricains, sur :**
 - La prise en compte par le gouvernement de l'ensemble des recommandations du Forum dans les programmes de relèvement et de reconstruction du pays ;
 - L'assistance humanitaire urgente aux populations victimes des dernières crises y compris à travers la mise en place d'un fonds de solidarité sociale ;
 - La mise en œuvre par le gouvernement d'une stratégie intégrée de reconstruction et de développement économique visant les régions les plus défavorisées du pays qui comprenne la mise en place des infrastructures routières, énergétiques et de télécommunication ainsi qu'une feuille de route pour la modernisation des principaux secteurs de croissance et la provision de services de base sur toute l'étendue du territoire ;
 - La mise en œuvre d'une véritable politique d'emploi pour tous (notamment des jeunes, des femmes et des populations vulnérables) axée sur les objectifs d'amélioration des investissements, avec un appui particulier aux nationaux dans le but de favoriser l'émergence d'hommes et de femmes d'affaires Centrafricains, et d'incitation accrue

des investissements étrangers par le truchement de mécanismes de promotion du secteur privé;

- Le rétablissement, sur toute l'étendue du territoire, des services sociaux de base, notamment les écoles, centres de santé et hôpitaux (y compris la prise en charge du VIH-sida), l'accès à l'eau potable et l'assainissement, ainsi que l'accès aux logements sociaux pour toutes les victimes des dernières crises centrafricaines;
- L'instauration d'un véritable dialogue entre tous les acteurs intervenant dans la vie économique et sociale, gage d'une réflexion collective pour des solutions concertées et durables qui permettront d'améliorer la gestion collective des problèmes économiques et sociaux de leur pays par les Centrafricains et les Centrafricaines, y compris concernant la stratégie intégrée de reconstruction;
- La nécessité d'assurer effectivement la protection juridique et juridictionnelle aux victimes et particulièrement aux groupes les plus vulnérables;
- La nécessité de procéder à une exploitation rationnelle et transparente des ressources naturelles, en particulier du pétrole, du diamant, de l'or, de l'uranium, etc. en vue de contribuer au développement du pays, et à ce titre, revoir tous les cadres de coopération.

Prions les autorités de la Transition de mettre en place, sans délai, un cadre consensuel chargé du suivi de la mise en œuvre des conclusions et recommandations du Forum ainsi que du présent Pacte, dont les dispositions engagent toutes les composantes de la Nation. A cet égard, prions le Conseil National de Transition d'examiner les documents issus du Forum dans le cadre de ses délibérations et d'en tirer les conséquences aux plans légal et réglementaire.

Appelons solennellement le Gouvernement de Transition, le Conseil National de Transition, le Gouvernement et le Parlement qui seront issus des prochaines élections, ainsi que toutes les forces vives de la Nation, à adhérer pleinement au présent Pacte et les engageons à en assurer la mise en œuvre et le suivi de manière diligente et vigilante.

* * *

Annexe C : Principaux groupes armés en RCA

1. Principales factions de l'ex-Seleka

FPRC : Le Front populaire pour la renaissance de la Centrafrique est un mouvement dirigé par l'ancien président putschiste Michel Djotodia et Nourredine Adam. Représentant l'aile la plus dure de la coalition de l'ex-Seleka, le FPRC étend son influence au nord-est du pays dans les régions de Bamingui-Bangoran, de la Vakaga et de la Haute Kotto. Le FPRC entretient avec les autorités de transition et les forces internationales une relation de défiance et a finalement rejeté l'accord de désarmement des groupes armés présenté lors du forum de Bangui.

RPRC : Créé à Bria dans la région de la Haute Kotto en novembre 2014, le Rassemblement patriotique pour le renouveau de la Centrafrique est dirigé par Djono-Ahaba, ancien ministre des Mines et du Pétrole pendant le règne de la Seleka. A l'instar du FPRC, le RPRC est composé de Gula mais aussi de Runga et de populations arabes. Le RPRC s'est éloigné du FPRC pour des considérations économiques mais aussi politiques et entretient avec les autorités centrafricaines une relation plus apaisée.

UPC : Créée en septembre 2014 après des dissensions avec les autres factions de l'ex-Seleka, l'Unité pour la paix en Centrafrique dirigée par Ali Darassa est très présente à Bambari et s'est alliée fin 2014 avec les hommes d'Al Khatim qui contrôlent la zone de Kabo et Moyenne Sido au centre du nord du pays. L'UPC est majoritairement composée de combattants peul.

Seleka rénovée : Ex-2^{ème} vice-président de la coalition Seleka, Moussa Dhaffane a été ministre des Eaux et Forêts sous Djotodia avant d'être arrêté et mis en prison par ce dernier. Par la suite, il s'est très rapidement éloigné de ses anciens alliés et a créé la Seleka rénovée.

MPC : Le Mouvement patriotique pour la Centrafrique (MPC) est apparu fin juillet 2015 et se compose majoritairement de membres de l'ex-Seleka de la région de Kaga-Bandoro. D'origine tchadienne, son dirigeant, Mohamed Bahar, était chef des renseignements militaires du ministère de la Défense sous le gouvernement de Michel Djotodia. Le bureau du MPC comprend également le général de brigade Alkatim Mahamat, l'un des principaux dirigeants de l'ex-coalition Seleka qui s'était détaché de la Seleka dès septembre 2014.

2. Les anciens groupes armés du nord-est centrafricain qui se sont alliés pour créer la coalition Seleka en 2012

UFDR : L'Union des forces démocratiques pour le rassemblement, à dominante gula, a été formée en novembre 2006 dans les préfectures de la Vakaga et de la Haute-Kotto. Le mouvement se crée comme une coalition qui regroupe : le Groupement d'action patriotique de libération de la Centrafrique (GAPLC) de Michel Djotodia, le Front démocratique centrafricain (FDC) dirigé par Hassan Justin, un ancien membre de la garde présidentielle de Patassé, et le Mouvement des libérateurs centrafricains pour la justice d'Abakar Sabone (MLCJ). L'une des revendications politiques de l'UFDR était le développement du nord-est du pays. Pour autant, le groupe s'est surtout battu pour le contrôle des ressources naturelles de l'est centrafricain. L'UFDR était l'un des signataires de l'accord de paix global de Libreville de 2008. Une partie importante des chefs de l'ex-Seleka proviennent de l'UFDR.

CPJP : La Convention des patriotes pour la justice et la paix a été créée en 2008 au nord-est du pays et a été dirigée par Abdulaye Hissene. Majoritairement composée de Runga, la CPJP avait dans ses rangs des combattants centrafricains mais aussi tchadiens et soudanais. Ils se sont souvent opposés à l'UFDR autour de clivages ethniques et pour le contrôle des ressources naturelles et ont longtemps exigé du gouvernement centrafricain des explications sur la mort de Charles Massi, leur ancien chef. Ce mouvement armé avait finalement adhéré à l'accord de paix global (de 2008) le 25 août 2012. Une partie des commandants de la CPJP ont formé les cadres de l'ex-Seleka.

CPSK : Dissidence de la CPJP créée en juin 2012, la Convention patriotique du Salut du Kodro a été l'un des mouvements constitutifs de la Seleka et son dirigeant, Moussa Dhaffane a depuis créé la Seleka rénovée.

3. Mouvements anti-balaka

CNLPC : La Coordination nationale des libérateurs du peuple centrafricain est un mouvement créé en 2014 et dirigé par Ngaïssona. Il aurait entretenu à l'époque des liens plus étroits avec l'ancien président Bozizé et était basé à Boy Rabe.

Front de résistance : Plusieurs autres mouvements éphémères se créent alors en 2014, dont le Front pour la résistance de Léopold Bara et du capitaine Kamizoulaye. Ces derniers rejettent la ligne de soutien à l'ancien président.

Coordinations anti-balaka : Aujourd'hui, il existe une multitude de mouvements anti-balaka et deux coordinations anti-balaka qui s'opposent. En effet, bien qu'Edouard Ngaïssona ait signé l'accord de DDR en tant que coordinateur général des ex-combattants anti-balaka, Maxime Mokom, Joachim Kokaté dénoncent la représentativité de ce dernier et, en mai 2015, ils se sont proclamés respectivement coordinateur général et coordinateur adjoint de la « vraie » coordination des combattants anti-balaka.

4. Autres groupes armés centrafricains

FDPC : Le Front démocratique du peuple centrafricain a été créé par Abdoulaye Miskine, un ancien proche de l'ex président Patassé et chef de sa sécurité présidentielle. Ce dernier s'est opposé aux libérateurs qui ont porté Bozizé au pouvoir en 2003. Quelques années plus tard, il s'installe avec son groupe dans l'Ouham. Bien qu'ayant signé plusieurs accords de paix, les combattants du FDPC ont continué les exactions et depuis le début de la crise multiplient les enlèvements et les braquages près de la frontière camerounaise. Le groupe a noué une alliance très brève avec l'ex-Seleka en 2013 avant de s'opposer à ses combattants à plusieurs reprises.

RJ : Le groupe Révolution et justice est un mouvement organisé par Armel Sayo fin 2013 au nord de la région de l'Ouham Pende avec l'aide d'un mercenaire belge. Avant de diriger les RJ, Armel Sayo, un ancien militaire proche du président Patassé, avait créé le Comité national pour la restauration de la démocratie (CNRD) suite au coup d'Etat de la Seleka. Il avait alors noué des alliances avec le FDPC d'Abdoulaye Miskine. Le groupe RJ a recruté de nombreux anciens combattants de l'APRD ainsi que des villageois vers Paoua et Ngaoundaye. En 2014, les RJ ont affronté à plusieurs reprises les combattants de l'ex-Seleka mais aussi des éleveurs peul centrafricains et tchadiens. Armel Sayo intègre finalement le gouvernement de Mahamat Kamoun en août 2014 et devient ministre résident de Paoua.

APRD : L'Armée populaire pour la restauration de la démocratie, apparue en 2005 dans le nord-ouest et le centre-nord, est signataire de l'accord de paix global de Libreville en 2008. Son dirigeant, Jean-Jacques Démafouth, a annoncé la dissolution du mouvement le 17 mai 2012 et les combattants ont intégré un processus de DDR. Une partie des combattants de l'APRD ont rejoint les rangs des milices anti-balaka et du groupe Révolution et justice (voir ci-dessus).

5. Groupes armés étrangers dont les combattants ont trouvé refuge en République centrafricaine

FPR : Le Front populaire pour le redressement dirigé par Baba Laddé est un mouvement tchadien créé en 1998 pour s'opposer au régime d'Idriss Déby et revendiquer la protection des intérêts des éleveurs peul tchadiens. En 2008, fuyant une offensive des forces tchadiennes, le mouvement trouve refuge en République centrafricaine (RCA) et Baba Laddé annonce son intention de renverser les régimes centrafricains et tchadiens et de créer un Etat peul. Il tente alors de tisser des liens avec les autorités de certains pays voisins, comme le Sud Soudan, mais finalement vit seulement du vol de bétail et d'une monétisation de la protection de certains éleveurs. Après une offensive conjointe des armées tchadiennes et centrafricaines, au cours de laquelle de nombreux Peul ont été pris pour cibles, Baba Laddé retourne au Tchad fin 2012 avec des centaines de combattants du FPR. De très nombreux combattants et commandants du FPR sont restés en RCA et ont rejoint les rangs de l'ex-coalition de la Seleka ou ont formé des milices indépendantes.

SPLA : L'armée de libération du peuple soudanais (SPLA), créée en 1983 par John Garang, est la branche armée du Mouvement populaire de libération du Soudan (SPLM), principal mouvement d'opposition au pouvoir central soudanais pendant la guerre civile. Majoritairement composée de Dinka, le SPLA regroupe l'opposition chrétienne et animiste du Sud-Soudan contre le pouvoir arabe et musulman de Khartoum. Pendant la seconde guerre civile soudanaise opposant le nord au sud, de nombreux soldats du SPLA avaient fui en dans le nord-est de la RCA pour y trouver refuge. Certains d'entre eux seraient toujours dans les camps de réfugiés de Mboki au sud-est de la RCA.

FUC : Créé en décembre 2005 suite à l'échec de l'offensive du 18 décembre contre la ville d'Adré, le Front uni pour le changement (FUC) est un groupe rebelle tchadien soutenu par le Soudan. Le FUC réunit plusieurs mouvements sous le commandement du capitaine Mahamat Nour Abdelkerim. Le 13 avril 2006, le FUC lance une offensive éclair de la frontière tchado-soudanaise contre le pouvoir central tchadien ; ses troupes parviennent à atteindre N'Djaména avant d'être défaites. Avant sa dissolution officielle en décembre 2006, le mouvement armé possédait plusieurs bases-arrières dans le nord-est de la RCA.

LRA : L'Armée de résistance du seigneur (LRA) est un mouvement rebelle ougandais créé en 1987. Il s'est depuis étendu en République démocratique du Congo, au Sud Soudan et en RCA. L'armée ougandaise traque la LRA dans l'est de la République centrafricaine depuis 2009 et, à la fin 2011, elle a reçu le renfort d'environ 100 conseillers militaires américains des Forces spéciales alors basées à Obo et Djéma. Depuis 2013, quelques affrontements entre combattants de la LRA et rebelles de l'ex-Seleka ont eu lieu à l'est du pays.

Annexe D : A propos de l'International Crisis Group

L'International Crisis Group est une organisation non gouvernementale indépendante à but non lucratif qui emploie près de 125 personnes présentes sur les cinq continents. Elles élaborent des analyses de terrain et font du plaidoyer auprès des dirigeants dans un but de prévention et de résolution des conflits armés.

La recherche de terrain est au cœur de l'approche de Crisis Group. Elle est menée par des équipes d'analystes situées dans des pays à risque ou à proximité de ceux-ci. À partir des informations recueillies et des évaluations de la situation sur place, Crisis Group rédige des rapports analytiques rigoureux qui s'accompagnent de recommandations pratiques destinées aux dirigeants politiques internationaux. Crisis Group publie également CrisisWatch, un bulletin mensuel de douze pages offrant régulièrement une brève mise à jour de la situation dans la plupart des pays en conflit (en cours ou potentiel).

Les rapports et briefings de Crisis Group sont diffusés à une large audience par courrier électronique. Ils sont également accessibles au grand public via le site internet de l'organisation : www.crisisgroup.org. Crisis Group travaille en étroite collaboration avec les gouvernements et ceux qui les influencent, notamment les médias, afin d'attirer leur attention et de promouvoir ses analyses et recommandations politiques.

Le Conseil d'administration de Crisis Group, qui compte d'éminentes personnalités du monde politique, diplomatique, des affaires et des médias, s'engage directement à promouvoir les rapports et les recommandations auprès des dirigeants politiques du monde entier. Le Conseil d'administration est présidé par Mark Malloch-Brown, ancien vice-secrétaire général des Nations unies et administrateur du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), et par Ghassan Salamé, doyen de l'École des affaires internationales de Sciences Po Paris.

Le président-directeur général de Crisis Group, Jean-Marie Guéhenno, a pris ses fonctions le 1^{er} septembre 2014. Monsieur Guéhenno était le secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix des Nations unies de 2000 à 2008, et l'envoyé spécial adjoint des Nations unies et de la Ligue arabe en Syrie en 2012. Il a quitté ce poste pour présider la commission de rédaction du livre blanc français de la défense et de la sécurité nationale en 2013.

Crisis Group a son siège à Bruxelles et dispose de bureaux ou de représentations dans 34 villes : Bagdad/Souleimaniye, Bangkok, Beyrouth, Bichkek, Bogotá, Dakar, Dubaï, Gaza, Islamabad, Istanbul, Jérusalem, Johannesburg, Kaboul, Le Caire, Londres, Mexico, Moscou, Nairobi, New York, Pékin, Séoul, Toronto, Tripoli, Tunis et Washington. Crisis Group couvre environ 70 pays et territoires touchés ou menacés par des crises sur quatre continents. En Afrique, il s'agit de : Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Côte d'Ivoire, Érythrée, Éthiopie, Guinée, Guinée-Bissau, Kenya, Libéria, Madagascar, Nigéria, Ouganda, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Soudan du Sud, Tchad et Zimbabwe ; en Asie : Afghanistan, Cachemire, Corée du Nord, Détroit de Taïwan, Indonésie, Kazakhstan, Kirghizstan, Malaisie, Myanmar, Népal, Ouzbékistan, Pakistan, Philippines, Sri Lanka, Tadjikistan, Thaïlande, Timor-Leste et Turkménistan ; en Europe : Arménie, Azerbaïdjan, Bosnie-Herzégovine, Chypre, Géorgie, Kosovo, Macédoine, Russie (Caucase du Nord), Serbie et Turquie ; au Moyen-Orient et en Afrique du Nord : Algérie, Bahreïn, Égypte, Iran, Irak, Israël/Palestine, Jordanie, Liban, Libye, Maroc, Sahara occidental, Syrie, Tunisie et Yémen ; et en Amérique latine et aux Caraïbes : Colombie, Guatemala, Mexique et Venezuela.

Crisis Group reçoit le soutien financier d'un grand nombre de gouvernements, de fondations institutionnelles et de donateurs privés. Actuellement, Crisis Group entretient des relations avec les agences et départements gouvernementaux suivants : l'Agence américaine pour le développement international, le ministère australien des Affaires étrangères et du commerce, l'Agence autrichienne pour le développement, le ministère canadien des Affaires étrangères, du commerce et du développement, l'Instrument de stabilité de l'Union européenne, la Principauté du Liechtenstein, le Département fédéral des affaires étrangères de la Confédération suisse, le ministère danois des Affaires étrangères, le ministère finlandais des Affaires étrangères, le ministère français des Affaires étrangères, le ministère luxembourgeois des Affaires étrangères, le ministère néerlandais des Affaires étrangères, le ministère néo-zélandais des Affaires étrangères et du commerce, le ministère norvégien des Affaires étrangères, le ministère suédois des Affaires étrangères, et Irish Aid.

Crisis Group entretient aussi des relations avec les fondations suivantes : la Carnegie Corporation de New York, la Fondation Adessium, la Fondation John D. et Catherine T. MacArthur, la Fondation Koerber, Global Dialogue, la Fondation de Henry Luce, la Fondation Tinker, la Fondation Robert Bosch, le Fonds Ploughshares, le Fonds Rockefeller Brothers, les Fondations Open Society, et l'Initiative Open Society pour l'Afrique de l'Ouest.

Annexe E : Rapports et briefings sur l'Afrique depuis 2012

Afrique australe

Zimbabwe's Sanctions Standoff, Briefing Afrique N°86, 6 février 2012 (aussi disponible en chinois).

Implementing Peace and Security Architecture (II): Southern Africa, Rapport Afrique N°191, 15 octobre 2012.

Zimbabwe: Election Scenarios, Rapport Afrique N°202, 6 mai 2013.

Zimbabwe's Elections: Mugabe's Last Stand, Briefing Afrique N°95, 29 juillet 2013.

Madagascar : une sortie de crise superficielle ? Rapport Afrique de Crisis Group N°218, 19 mai 2014 (aussi disponible en anglais).

Zimbabwe: Waiting for the Future, Briefing Afrique N°103, 29 septembre 2014.

Afrique centrale

Burundi : la crise de corruption, Rapport Afrique N°185, 21 mars 2012 (aussi disponible en anglais).

L'or noir au Congo : risque d'instabilité ou opportunité de développement ?, Rapport Afrique N°188, 11 juillet 2012 (aussi disponible en anglais).

L'Est du Congo : pourquoi la stabilisation a échoué, Briefing Afrique N°91, 4 octobre 2012 (aussi disponible en anglais).

Burundi : bye-bye Arusha ?, Rapport Afrique N°192, 25 octobre 2012.

Le golfe de Guinée : la nouvelle zone à haut risque, Rapport Afrique N°195, 12 décembre 2012 (aussi disponible en anglais).

L'Est du Congo : la rébellion perdue des ADF-Nalu, Briefing Afrique N°93, 19 décembre 2012 (aussi disponible en anglais).

République centrafricaine : les urgences de la transition, Rapport Afrique N°203, 11 juin 2013 (aussi disponible en anglais).

Comprendre les conflits dans l'Est du Congo (I) : la plaine de la Ruzizi, Rapport Afrique N°206, 23 juillet 2013 (aussi disponible en anglais).

Centrafrique : l'intervention de la dernière chance, Briefing Afrique N°96, 2 décembre 2013 (aussi disponible en anglais).

Les terres de la discorde (I) : la réforme foncière au Burundi, Rapport Afrique N°213, 12 février 2014.

Les terres de la discorde (II) : restitution et réconciliation au Burundi, Rapport Afrique N°214, 17 février 2014.

Afrique centrale : les défis sécuritaires du pastoralisme, Rapport Afrique N°215, 1^{er} avril 2014 (aussi disponible en anglais).

Curbing Violence in Nigeria (II): The Boko Haram Insurgency, Rapport Afrique N°216, 3 avril 2014.

La crise centrafricaine : de la prédation à la stabilisation, Rapport Afrique N°219, 17 juin 2014 (aussi disponible en anglais).

Cameroun : mieux vaut prévenir que guérir, Briefing Afrique N°101, 4 septembre 2014.

La face cachée du conflit centrafricain, Briefing Afrique N°105, 12 décembre 2014 (aussi disponible en anglais).

Congo: Ending the Status Quo, Briefing Afrique N°107, 17 décembre 2014.

Les élections au Burundi : l'épreuve de vérité ou l'épreuve de force ?, Rapport Afrique N°224, 17 avril 2015 (aussi disponible en anglais).

Congo: Is Democratic Change Possible? Rapport Afrique N°225, 5 mai 2015.

Burundi: la paix sacrifiée? Briefing Afrique N°111, 29 mai 2015 (aussi disponible en anglais).

Cameroun : la menace du radicalisme religieux, Rapport Afrique N°229, 3 septembre 2015.

Afrique de l'Ouest

Au-delà des compromis : les perspectives de réforme en Guinée-Bissau, Rapport Afrique N°183, 23 janvier 2012 (aussi disponible en portugais).

Liberia: Time for Much-Delayed Reconciliation and Reform, Briefing Afrique N°88, 12 juin 2012.

Mali : éviter l'escalade, Rapport Afrique N°189, 18 juillet 2012 (aussi disponible en anglais).

Au-delà des luttes de pouvoir : que faire face au coup d'Etat et à la transition en Guinée-Bissau, Rapport Afrique N°190, 17 août 2012 (aussi disponible en anglais).

Mali : pour une action internationale résolue et concertée, Briefing Afrique N°90, 24 septembre 2012 (aussi disponible en anglais).

Côte d'Ivoire : faire baisser la pression, Rapport Afrique N°193, 26 novembre 2012 (aussi disponible en anglais).

Curbing Violence in Nigeria (I): The Jos Crisis, Rapport Afrique N°196, 17 décembre 2012.

Guinée: sortir du borbier électoral, Rapport Afrique N°199, 18 février 2013.

Mali : sécuriser, dialoguer et réformer en profondeur, Rapport Afrique N°201, 11 avril 2013 (aussi disponible en anglais).

Burkina Faso : avec ou sans Compaoré, le temps des incertitudes, Rapport Afrique N°205, 22 juillet 2013 (aussi disponible en anglais).

Niger : l'autre maillon faible du Sahel ?, Rapport Afrique N°208, 19 septembre 2013 (aussi disponible en anglais).

Mali : réformer ou rechuter, Rapport Afrique N°210, 10 janvier 2014 (aussi disponible en anglais).

Côte d'Ivoire : le Grand Ouest, clé de la réconciliation, Rapport Afrique N°212, 28 janvier 2014 (aussi disponible en anglais).

Guinée-Bissau : les élections, et après ?, Briefing Afrique N°98, 8 avril 2014.

Mali : dernière chance à Alger, Briefing Afrique N°104, 18 novembre 2014 (aussi disponible en anglais).

Nigeria's Dangerous 2015 Elections: Limiting the Violence, Rapport Afrique N°220, 21 novembre 2014.

L'autre urgence guinéenne : organiser les élections, Briefing Afrique N°106, 15 décembre 2014 (aussi disponible en anglais).

Burkina Faso : neuf mois pour achever la transition, Rapport Afrique N°222, 28 janvier 2015.

La réforme du secteur de la sécurité en Guinée-Bissau : une occasion à saisir, Briefing Afrique N°109, 19 mars 2015.

Mali : la paix à marche forcée? Rapport Afrique N°226, 22 mai 2015.

Burkina Faso : cap sur octobre, Briefing Afrique N°112, 24 juin 2015.

The Central Sahel: A Perfect Sandstorm, Rapport Afrique N°227, 25 juin 2015 (aussi disponible en anglais).

Corne de l'Afrique

Kenya: Impact of the ICC Proceedings, Briefing Afrique N°84, 9 janvier 2012.

Kenyan Somali Islamist Radicalisation, Briefing Afrique N°85, 25 janvier 2012.

The Kenyan Military Intervention in Somalia, Rapport Afrique N°184, 15 février 2012.

Somalia: An Opportunity that Should Not Be Missed, Briefing Afrique N°87, 22 février 2012.

China's New Courtship in South Sudan, Rapport Afrique N°186, 4 avril 2012 (aussi disponible en chinois).

Uganda: No Resolution to Growing Tensions, Rapport Afrique N°187, 5 avril 2012.

Ethiopia After Meles, Briefing Afrique N°89, 22 août 2012.

Assessing Turkey's Role in Somalia, Briefing Afrique N°92, 8 octobre 2012.

Sudan: Major Reform or More War, Rapport Afrique N°194, 29 novembre 2012 (aussi disponible en arabe).

Kenya's 2013 Elections, Rapport Afrique N°197, 17 janvier 2013.

Sudan's Spreading Conflict (I): War in South Kordofan, Rapport Afrique N°198, 14 février 2013.

Eritrea: Scenarios for Future Transition, Rapport Afrique N°200, 28 mars 2013.

Kenya After the Elections, Briefing Afrique N°94, 15 mai 2013.

Sudan's Spreading Conflict (II): War in Blue Nile, Rapport Afrique N°204, 18 juin 2013.

Ethiopia: Prospects for Peace in Ogaden, Rapport Afrique N°207, 6 août 2013.

Sudan: Preserving Peace in the East, Rapport Afrique N°209, 26 novembre 2013.

Somalia: Puntland's Punted Polls, Briefing Afrique N°97, 19 décembre 2013.

Sudan's Spreading Conflict (III): The Limits of Darfur's Peace Process, Rapport Afrique N°211, 27 janvier 2014.

South Sudan: A Civil War by Any Other Name, Rapport Afrique N°217, 10 avril 2014.

Somalia: Al-Shabaab – It Will Be a Long War, Briefing Afrique N°99, 26 juin 2014.

Eritrea: Ending the Exodus?, Briefing Afrique N°100, 8 août 2014.

Kenya: Al-Shabaab – Closer to Home, Briefing Afrique N°102, 25 septembre 2014.

South Sudan: Jonglei – "We Have Always Been at War", Rapport Afrique N°221, 22 décembre 2014.

Sudan and South Sudan's Merging Conflicts, Rapport Afrique N°223, 29 janvier 2015.

Sudan: The Prospects for "National Dialogue", Briefing Afrique N°108, 11 mars 2015.

The Chaos in Darfur, Briefing Afrique N°110, 22 avril 2015.

South Sudan: Keeping Faith with the IGAD Peace Process, Rapport Afrique N°228, 27 juillet 2015.

Annexe D : Conseil d'administration de l'International Crisis Group

PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL

Jean-Marie Guéhenno

Professeur « Arnold Saltzman » d'études sur la paix et les conflits, Université de Columbia ; ancien sous-secrétaire général du Département des opérations de maintien de la paix des Nations unies

PRESIDENTS DU CONSEIL

Lord (Mark) Malloch-Brown

Ancien vice-secrétaire général des Nations unies et administrateur du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD)

Ghassan Salamé

Directeur, Ecole des affaires internationales, Sciences Po Paris

VICE-PRESIDENTE DU CONSEIL

Ayo Obe

Juriste, chroniqueuse et présentatrice de télévision, Nigéria

AUTRES MEMBRES DU CONSEIL

Morton Abramowitz

Ancien secrétaire d'Etat adjoint et ambassadeur des Etats-Unis en Turquie

Fola Adeola

Directeur général fondateur, Guaranty Trust Bank Plc; Fondateur et président, FATE Foundation

Celso Amorim

Ancien ministre brésilien des Relations extérieures; ancien ministre de la Défense

Hushang Ansary

Président, Parman Capital Group LLC

Nahum Barnea

Editorialiste en chef de *Yedioth Ahronoth*, Israël

Samuel Berger

Président, Albright Stonebridge Group LLC ; ancien conseiller à la sécurité nationale des Etats-Unis

Carl Bildt

Ancien ministre des Affaires étrangères de la Suède

Emma Bonino

Ancienne ministre italienne des Affaires étrangères et vice-présidente du Sénat ; ancienne commissaire européenne pour l'aide humanitaire

Lakhdar Brahimi

Membre, The Elders; Diplomate des Nations unies; ancien ministre algérien des Affaires étrangères

Micheline Calmy-Rey

Ancienne présidente et ministre des Affaires étrangères de la Confédération suisse

Cheryl Carolus

Ancienne haut-commissaire de l'Afrique du Sud auprès du Royaume-Uni et secrétaire générale du Congrès national africain (ANC)

Maria Livanos Cattau

Ancienne secrétaire générale à la Chambre de commerce internationale

Wesley Clark

Ancien commandant suprême des forces alliées de l'Otan en Europe

Sheila Coronel

Professeur « Toni Stabile » de pratique de journalisme d'investigation et directrice du Centre Toni Stabile pour le journalisme d'investigation, Université de Columbia

Mark Eyskens

Ancien Premier ministre de Belgique

Lykke Friis

Ancienne ministre du Climat et de l'Energie et ministre à l'Egalité des sexes du Danemark ; ancienne rectrice à l'Université de Copenhague

Frank Giustra

Président-directeur général, Fiore Financial Corporation

Alma Guillermoprieto

Écrivain et journaliste, Mexique

Mo Ibrahim

Fondateur et président, Fondation Mo Ibrahim ; fondateur, Celtel International

Wolfgang Ischinger

Président, Forum de Munich sur les politiques de défense; ancien vice-ministre allemand des Affaires étrangères et ambassadeur de l'Allemagne en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis

Asma Jahangir

Ancienne présidente de l'Association du Barreau de la Cour suprême du Pakistan ; ancien rapporteur spécial des Nations unies sur la liberté de religion ou de conviction

Yoriko Kawaguchi

Ancienne ministre japonaise des Affaires étrangères

Wadah Khanfar

Co-fondateur, Forum Al Sharq ; ancien directeur général du réseau Al Jazeera

Wim Kok

Ancien Premier ministre des Pays-Bas

Ricardo Lagos

Ancien président du Chili

Joanne Leedom-Ackerman

Ancienne secrétaire internationale de PEN International ; romancière et journaliste, Etats-Unis

Sankie Mthembu-Mahanyele

Directrice du Central Energy Fund, Ltd.; ancienne secrétaire générale adjointe du Congrès national africain (ANC)

Lalit Mansingh

Ancien ministre indien des Affaires étrangères, ambassadeur auprès des Etats-Unis et haut-commissaire au Royaume-Uni

Thomas R Pickering

Ancien sous-secrétaire d'Etat américain ; ambassadeur des Etats-Unis aux Nations unies, en Russie, en Inde, en Israël, au Salvador, au Nigéria et en Jordanie

Karim Raslan

Fondateur, directeur exécutif et président-directeur général de KRA Group

Olympia Snowe

Ancienne sénatrice américaine et membre de la Chambre des représentants

George Soros

Président, Open Society Institute

Javier Solana

Ancien haut représentant de l'Union européenne pour la Politique étrangère et de sécurité commune, secrétaire général de l'Otan et ministre espagnol des Affaires étrangères

Pär Stenbäck

Ancien ministre finlandais des Affaires étrangères

Jonas Gahr Støre

Ancien ministre norvégien des Affaires étrangères

Lawrence H. Summers

Ancien directeur du National Economic Council et secrétaire du Trésor des Etats-Unis ; président émérite de l'Université d'Harvard

Wang Jisi

Membre du comité de conseil en politique étrangère du ministère des Affaires étrangères chinois ; ancien directeur, Ecole des affaires internationales, Université de Pékin

Wu Jianmin

Vice-directeur exécutif, China Institute for Innovation and Development Strategy ; membre du comité de conseil en politique étrangère du ministère des Affaires étrangères chinois ; ancien ambassadeur chinois aux Nations unies et en France

CONSEIL PRESIDENTIEL

Groupe éminent de donateurs privés et d'entreprises qui apportent un soutien et une expertise essentiels à Crisis Group.

ENTREPRISES	DONATEURS PRIVES	
BP	Anonyme (4)	Andrew Groves
Investec Asset Management	Scott Bessent	Frank Holmes
Shearman & Sterling LLP	David Brown & Erika Franke	Reynold Levy
Statoil (U.K.) Ltd.	Stephen & Jennifer Dattels	Ford Nicholson & Lisa Wolverton
White & Case LLP	Herman De Bode	Maureen White

CONSEIL CONSULTATIF INTERNATIONAL

Donateurs privés et entreprises qui fournissent une contribution essentielle aux activités de prévention des conflits armés de Crisis Group.

ENTREPRISES	DONATEURS PRIVES	
APCO Worldwide Inc.	Anonymous	Geoffrey Hsu
Atlas Copco AB	Samuel R. Berger	George Kellner
BG Group plc	Stanley Bergman & Edward Bergman	Faisel Khan
Chevron	Elizabeth Bohart	Cleopatra Kitti
Edelman	Neil & Sandra DeFeo Family Foundation	David Levy
Equinox Partners	Joseph Edelman	Leslie Lishon
HSBC Holdings plc	Neemat Frem	Ana Luisa Ponti & Geoffrey R. Hoguet
Lockwood Financial Ltd	Seth & Jane Ginns	Kerry Propper
MasterCard	Ronald Glickman	Michael L. Riordan
MetLife	Rita E. Hauser	Nina K. Solarz
Shell		Horst Sporer
Yapı Merkezi Construction and Industry Inc.		VIVA Trust

CONSEIL DES AMBASSADEURS

Les étoiles montantes de divers horizons qui, avec leur talent et leur expertise, soutiennent la mission de Crisis Group.

Luke Alexander	Tripp Callan	Leeanne Su
Gillea Allison	Lynda Hammes	AJ Twombly
Amy Benziger	Matthew Magenheimer	Dillon Twombly
Elizabeth Brown	Rahul Sen Sharma	

CONSEILLERS

Anciens membres du Conseil d'administration qui maintiennent leur collaboration avec Crisis Group et apportent leurs conseils et soutien (en accord avec toute autre fonction qu'ils peuvent exercer parallèlement).

Martti Ahtisaari Président émérite	Jorge Castañeda	Allan J. MacEachen
George Mitchell Président émérite	Naresh Chandra	Graça Machel
Gareth Evans Président émérite	Eugene Chien	Jessica T. Mathews
Kenneth Adelman	Joaquim Alberto Chissano	Barbara McDougall
Adnan Abu-Odeh	Victor Chu	Matthew McHugh
HRH Prince Turki al-Faisal	Mong Joon Chung	Miklós Németh
Óscar Arias	Pat Cox	Christine Ockrent
Ersin Arıoğlu	Gianfranco Dell'Alba	Timothy Ong
Richard Armitage	Jacques Delors	Olara Otunnu
Diego Arria	Alain Destexhe	Lord (Christopher) Patten
Zainab Bangura	Mou-Shih Ding	Shimon Peres
Shlomo Ben-Ami	Uffe Ellemann-Jensen	Victor Pinchuk
Christoph Bertram	Gernot Erler	Surin Pitsuwan
Alan Blinken	Marika Fahlén	Fidel V. Ramos
Lakhdar Brahimi	Stanley Fischer	
Zbigniew Brzezinski	Malcolm Fraser	
Kim Campbell	Carla Hills	
	Swanee Hunt	
	James V. Kimsey	
	Aleksander Kwasniewski	
	Todung Mulya Lubis	